



HAL
open science

SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE. L'humain au coeur des innovations

Isabelle Kustoscz, Sylvie Delbart

► **To cite this version:**

Isabelle Kustoscz, Sylvie Delbart. SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE. L'humain au coeur des innovations . [Research Report] Collège régional de prospective Nord-Pas de Calais. 2014. halshs-01463889

HAL Id: halshs-01463889

<https://shs.hal.science/halshs-01463889>

Submitted on 10 Feb 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



© Auer Weber / Vize

SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE

L'humain au cœur des innovations

APPRENTISSAGE
TERRITOIRES APPRENANTS Société
Savoirs École
APPRENTISSAGE Société
Savoirs École Décloisonnement
Éducation Formation tout au long de la vie
Recherche ÉGALITE DES CHANCES
CONNAISSANCE Usages Formation tout au long de la vie
Recherche ÉGALITE DES CHANCES
Technologies numériques Usages
Éducation

*Photo de la couverture :
Projet du learning center innovation
Université Lille 1*

SOMMAIRE

1^{re} PARTIE
"INVESTIR LA SOCIÉTÉ
DE LA CONNAISSANCE :
socialité et apprentissage"

Isabelle Kustosoz et Sylvie Delbart, coordinatrices du rapport

Avant propos	5
Introduction	6
Articulation du rapport	10

Jean Heutte 11

ÉCOLOGIE DE L'APPRENTISSAGE :

Construire l'environnement optimal d'apprentissage

Laurent Matejko : L'apprenance au pied du mur
Point de vue étudiant* : Stéphanie Baudrin

Francis Danvers 18

**LA GRANDE TRANSFORMATION au prisme de trois
"questions vives" pour les mondes de l'éducation,
de la formation et de la culture**

Sylvie Delbart : Poser les questions qui donnent confiance en l'avenir
Point de vue** : Jacques Clapcich

Julien Roche 26

REPENSER LA BIBLIOTHÈQUE :

vers la bibliothèque augmentée : Learning Centre

Michèle Dard Barret : La culture en territoire de santé : où comment élargir
l'horizon des possibles ?
Point de vue étudiant** : Anthony Puppo et Vincent Lorthiois,

2^{de} PARTIE

"METTRE EN ACTION
LA CONNAISSANCE
entre spatialité, complexité
et approches différenciées :
nouvelles configurations
d'acteurs"

Alain Derycke 34

SPATIALITÉ de la connaissance et territoires

Fabienne Giard : La dématérialisation en question
Point de vue étudiant* : Anthony Puppo et Vincent Lorthiois

Beth Perry et Tim May 41

**POUR UNE CONCEPTION INTÉGRÉE
des cités de la connaissance**

Isabelle Kustosoz : Loin des recettes toutes faites...
Point de vue étudiant* : Alexia Vangheluwe

Bernard Delvaux 48

**LE CHANGEMENT DES RAPPORTS entre connaissance
et politique : défi pour l'analyse et pour l'action**

Grégory Marlier : La légitimité des indicateurs et leur "valeur d'usage"
Point de vue étudiant* : Alexia Vangheluwe

Liste des membres de la Fabrique 55

* Management et Sciences Sociales - IAE Lille - École universitaire de management
** Auditeur Hautes Études Régionales (Sciences Po Lille)



Avant propos

Ce travail s'est déroulé dans le cadre du collège régional de prospective mis en place par le Conseil régional Nord-Pas de Calais début 2008.

Le collège a pour but d'assurer une production publique de prospective pour la Région et d'en favoriser la mise en débat. Ses travaux sont menés en toute indépendance et n'engagent en rien l'Institution Régionale.

Le collège s'organise autour de 6 fabriques (liste des membres à la fin de la publication):

- Fabrique 1 : "Société de la connaissance et de la communication"
- Fabrique 2: "S'ouvrir à l'Europe et au monde"
- Fabrique 3: "Conforter les dynamiques territoriales au service du développement régional"
- Fabrique 4: "Égalité des territoires"
- Fabrique 5 : "Reconquérir l'environnement et améliorer le cadre de vie"
- Fabrique 6: "Mobiliser la société régionale et renforcer la citoyenneté"

Chacune des fabriques est co animée par une personnalité extérieure et par un membre du Conseil régional, Direction du Développement Durable, de la Prospective et de l'Évaluation, équipe observation et prospective.

La réflexion que nous vous livrons dans ce numéro a été menée au sein de la fabrique "Société de la connaissance et de la communication" durant les deux dernières années et repose sur l'expertise de ses membres, représentants de la société civile, ainsi que sur le regard d'experts extérieurs, venus croiser leur point de vue avec les membres de la fabrique.

Le présent rapport a été coordonné par Isabelle Kustoscz et Sylvie Delbart.

Retrouver l'ensemble des travaux du collège ainsi que le rapport de prospective "Visions 2040" sur : www.prospective.nordpasdecalais.fr

N'hésitez pas à nous faire part de vos remarques.

Les propos et analyses contenus dans ce rapport n'engagent pas, à ce stade, le Conseil régional Nord-Pas de Calais

Introduction

Isabelle Kustoscz,
Docteure en Sciences de gestion Lille 1,
Ingénieure de recherche à l'IAE Lille,
membre du laboratoire LEM
Lille Économie et Management

Sylvie Delbart,
Chargée de mission service Observation
et prospective du Conseil régional

Animatrices de la Fabrique :
Société de la connaissance
et communication

**Plus encore qu'une simple
question de circulation de
l'information, c'est bien
la possibilité réellement
offerte de transformer
l'information en connais-
sance qui pose question**

SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE : L'HUMAIN AU CŒUR DES INNOVATIONS

L'expression "*société de la communication*" renvoie désormais à une réalité bien concrète, celle d'une information circulant de façon intensive et incessante, une réalité où l'information est partagée dans son émission comme dans sa réception à une échelle mondialisée, et où son flux croît de manière exponentielle. L'apparition des nouvelles technologies de l'information et de la communication (et notamment le *www* - *world wide web*) a permis son essor dans les années 1990 et s'est accompagnée du maillage d'équipements techniques et numériques adéquats dans l'espace public (administrations, institutions, établissements d'enseignement etc.) comme dans l'espace privé (entreprises, foyers, etc.).

Mais plus encore qu'une simple question de circulation de l'information, c'est bien la possibilité réellement offerte de transformer l'information en connaissance qui pose question. En effet transformer cette société de la communication en société de la connaissance repose sur la prise de conscience de la valeur de la connaissance, c'est-à-dire des plus values qu'elle peut générer tant au niveau de l'éducation, de la formation, de la recherche, du développement technologique et de l'innovation que des échanges culturels, de la liberté d'expression et du renouvellement des formes de démocratie. La société de la connaissance constitue alors le socle de nouveaux processus instrumentaux (utilisation des bases et des entrepôts de données, systèmes d'information, pilotage, reporting, benchmarking etc.), organisationnels (mode projet, innovation ouverte, nouvelles formes de travail etc.) de nouvelles orientations de politiques publiques (e-learning, e-santé, e-administration etc.) et plus généralement de comportements innovants dans toutes les strates de la société (blog, second life, serious game, MOOCs...). Elle constituerait en outre la base d'une nouvelle économie du savoir, car la connaissance semble désormais revêtir une valeur économique. La production de connaissances, l'expertise, la créativité, l'innovation sont considérés comme des objets économiques échangeables, commercialisables, contractualisables. Le développement de cette "nouvelle" économie de la

connaissance a des incidences en termes de propriété intellectuelle et de protection juridique, de stratégies d'entreprises et de stratégie de recherche publique ou privée et produit des nouvelles formes de travail en valorisant de nouvelles compétences. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication ont entraîné le développement de la société de la connaissance, non seulement en fluidifiant, en accélérant, en démultipliant les échanges mais aussi en offrant de nouvelles possibilités de traitement de l'information plus propice à la création de connaissances, utiles tant pour les organisations marchandes que pour les organisations non marchandes. Les TICs représentent donc l'événement technologique majeur qui a induit ce tournant décisif dans la façon dont les organisations managent leurs données, leurs informations et leurs connaissances. Dominique Foray¹ a caractérisé les impacts des technologies de l'information sur la création de connaissances en termes de création véritablement révolutionnaire d'une abondance potentielle d'informations ; de montée en puissance des interactions créatrices (objets virtuels, simulations...) entre les concepteurs de produits, les fournisseurs et les clients ; de possibilités de traitement par les nouvelles technologies de gigantesques bases de données ; et de développement de systèmes décentralisés et à grande échelle de collecte de données, de calculs et d'échanges de résultats. Ainsi les TICs favorisent les améliorations de la productivité, la création et la croissance de nouvelles branches d'activité, les changements de mode d'organisation. Mais derrière la séduisante évanescence de la formule "Société de la connaissance" qui sonne comme la promesse de lendemains meilleurs, on ne peut s'empêcher de relever des tensions voire des paradoxes, rapidement décrits ci-dessous.

Quantité versus qualité :

C'est un poncif désormais de constater que dans notre société règne l'abondance d'informations, mais pas nécessairement la qualité de l'information. Précisons néanmoins que pour comprendre ce hiatus entre abondance et qualité de l'information, on peut prendre en considération les difficultés bien réelles à mobiliser l'intelligence humaine pour traiter la pléthore des données à laquelle il est possible techniquement d'avoir accès de nos jours. La chaîne données/informations/connaissances traduit une progression

¹ David et Foray (2002)
"Une introduction à l'économie
et à la société du savoir",
Érès, Revue internationale des sciences sociales,
2002 /1- N°171, p.13-28

La connaissance n'est pas un bien physique : le fait de la partager ne la réduit pas, le fait de la partager permet au contraire de la décupler

où l'intervention humaine transforme en qualité des contenus qui n'ont pas nécessairement de valeur en soi. Produire une connaissance nouvelle c'est traiter des informations que l'homme s'approprie pour l'analyser, la compléter, la dépasser, la transformer... "Les données, l'information et les connaissances constituent autant de points d'un continuum le long duquel la valeur et la contribution humaine vont croissantes (...). Les connaissances, quant à elles, sont de l'information contenue à l'intérieur du cerveau humain ; sans une personne lucide pour détenir ces connaissances, point de connaissances"². Pourtant l'accélération de la diffusion de la connaissance peut paradoxalement entraîner une accélération de la dépréciation de la connaissance qu'illustrent d'une certaine façon les syndromes du "wikipédia" et du "copier-coller".

Diffusion versus protection :

L'économie de la connaissance se caractérise par le fait que la connaissance y est considérée comme un bien économique. Elle nécessite des adaptations institutionnelles, juridiques, et organisationnelles qui font qu'elle est considérée comme une nouvelle forme d'économie. La science et la technologie jouent nécessairement un rôle important dans l'économie fondée sur la connaissance, mais elles ne sont pas les seules, puisque l'on voit se développer de nouvelles compétences (soft skills) notamment liées au management par projet ou à la communication. L'économie de la connaissance est une économie basée sur des emplois intensifs en connaissance, ainsi que sur un investissement dans un capital intangible supérieur au capital tangible des entreprises. Elle est donc basée sur l'augmentation des ressources consacrées à la production et à la transmission des connaissances (éducation, formation, R&D) au sein des organisations. Le capital investi en recherche et développement notamment croît de manière très significative. Le dépôt de brevet, l'achat de licences d'exploitation, par exemple constituent des postes d'investissement important. Pourtant la conséquence de l'accroissement du capital intangible des entreprises peut conduire au durcissement de la propriété intellectuelle et industrielle. L'économie de la connaissance, parce qu'elle confère à la connaissance, une valeur économique peut paradoxalement freiner l'échange de connaissances, gripper la création de connaissances nouvelles et ralentir les processus d'application dans le monde de l'entreprise et le monde industriel. Bien

commun et progrès collectif peuvent se trouver empêchés par des droits de propriété intellectuelle, dont le poids économique est excluant pour des PME, des pays pauvres, voire des organisations et des institutions dont la raison d'être est la production ou l'échange de connaissance dans un cadre non marchand. Une tension est à relever entre la logique du privé (qui protège sa production de savoirs et la commercialise) et une logique publique de communauté de savoir (qui considère la production de connaissance comme un bien commun, dans le cadre de ce qu'on peut qualifier de "science ouverte"). En effet, le paradoxe créé par la privatisation de la connaissance fait que l'on crée une rareté artificielle dans un domaine où l'abondance est la règle. Car la connaissance n'est pas un bien physique: le fait de la partager ne la réduit pas, le fait de la partager permet au contraire de la décupler. Pour comprendre ce paradoxe, on utilisera la notion de non-rivalité dans l'usage. La connaissance est un bien non-rival, c'est-à-dire que l'usage par plusieurs personnes d'une même connaissance n'en augmente ni le coût de production, ni ne diminue sa quantité "disponible". Cependant considérer la connaissance comme un bien économique, créateur de richesse, conduit à en réduire l'usage, par l'application de droit de propriétés notamment, ce qui peut impliquer une limitation du progrès collectif.³

Employabilité versus Emploi:

L'économie de la connaissance est une nouvelle économie, qu'on peut qualifier de post-industrielle dans la mesure où elle s'accompagne d'un accroissement continu des emplois consacrés à la production, au traitement et au transfert de la connaissance et de l'information. Elle se base sur les processus d'apprentissage, de production de connaissances et de partage de l'information. Ainsi fonctionne-t-elle sur la constitution de communautés de connaissances s'articulant autour de capacités de création et de reproduction, de mécanismes d'échanges et de circulation et de l'usage intensif des TICs. Dans cette perspective, un employé peut fonctionner en réseau collaboratif bien aussi delà des cadres géographiques et organisationnels stricts auxquels il appartient. On remarquera qu'à côté des compétences propres, l'employé peut aussi être considéré pour le réseau qu'il est susceptible de mobiliser. Ce fonctionnement en réseau et en communauté de connaissance est concomitant de l'appari-

² Thomas Davenport
"Privilégier l'information sur la technologie",
"L'attention, prochaine frontière de l'information",
"De l'information à la connaissance",
dossier L'Art du management de l'information,
Les Échos, [http : www.lesechos.fr](http://www.lesechos.fr)

³ Lire Dominique Pestre (2003)
"Science, argent et politique : un essai d'interprétation", INRA éditions,
p.115 : "(...) on tend à passer d'un régime de production combinant deux systèmes en relatif équilibre, l'un de la science ouverte et l'autre de la science privée, à un régime qui cherche à faire du premier le seul servant de l'autre (...)"

La société de la connaissance se traduit par une implication croissante de la société civile dans les processus de production de la connaissance voire dans la conception des politiques publiques

tion des grappes industrielles ou clusters. Des nouvelles formes de travail peuvent encore être mentionnées : télétravail, carrière nomade, travail en équipe, carrière créative... de même que de nouvelles formes de compétences : aptitude en travailler en mode projet, capacité à communiquer, aptitude à apprendre. La formation initiale et la formation tout au long de la vie sont valorisées, de même que l'employabilité qui peut être définie comme l'association de compétences professionnelles et de savoirs être participants à leur adaptation régulière et permanente à un environnement professionnel changeant. Enfin, l'économie de la connaissance accorde une place particulière aux Ressources Humaines consacrées à la Science et à la Technologie (RHST) : Le manuel de Canberra qui est le fruit d'une coopération entre la Commission européenne, l'UNESCO, le Bureau International du Travail (BIT), et l'OCDE est consacré à leur définition et à leur mesure. Pourtant l'horizon d'une société qui ne serait construite et organisée que sur ce type de compétences non seulement semble difficile à atteindre mais peut de surcroît cacher de nouvelles formes d'aliénation telles que celles qu'Eve Chiapello et Luc Boltanski⁴ ont pu les décrire au travers de ce qu'ils appellent la cité par projets : projet / réseau / mobilité / flexibilité comme mantra du "néomanagement".

Mondialisation versus territorialité :

La circulation des connaissances par les NTICs nous place dans un réseau sans frontière qu'on peut qualifier de "village mondial". Le fonctionnement en communautés de connaissance mondialisées à l'intérieur duquel les échanges sont rapides et fluides est sans conteste un progrès pour la production de connaissances. Pourtant certains relèveront que les connaissances ainsi produites peuvent être finalement d'autant plus dispersées et fragmentées qu'elles sont "mondialisées" et par conséquent peu applicables ou peu productives localement. Se pose alors la question d'une recherche de "concentration locale en grappes d'activités", d'une intégration locale des savoirs, qui sans remettre en question la notion de communauté de connaissance, va néanmoins lui donner un ancrage territorial. Les théories sur les systèmes d'innovation et clusters ont mis de l'avant l'idée que le territoire – qui combine la proximité géographique, la proximité relationnelle entre les acteurs, et l'apport structurel

des politiques publiques locales – est importante pour les capacités innovatrices et créatives des entreprises⁵. C'est ce constat qui donnera naissance à de nouvelles formes organisationnelles de production de connaissances que sont les grappes locales, ou encore clusters, qui se déclineront encore en pôle d'excellence ou de compétitivité. Le principe est d'associer sur un territoire donné chercheurs, entreprises et société civile afin d'optimiser les chances de retombées socio-économiques de la production de connaissances nouvelles. C'est le modèle du MIT (Massachusetts Institut of technology) qui est ici préconisé et nombre de politiques publiques européennes, nationales et régionales s'en inspirent. Pourtant la recette n'est peut être pas si facile à appliquer. L'auteur de "l'innovation ordinaire", Norbert Alter rappelle qu'"à l'initiative individuelle, la situation innovante préfère la mobilisation de réseaux : l'exemple des pôles de compétitivité montre des acteurs économiques s'appropriant les réflexions portées par les pouvoirs publics, échangeant des ressources et des informations, collaborant davantage sur la confiance que sur le contrat. Ces réseaux restent efficaces car ils émergent de l'activité collective et disparaissent s'ils perdent leur utilité"⁶. L'émergence de ce type d'activité collective n'est pourtant pas le fruit de recettes toutes faites qu'il suffirait d'importer ; elle repose bien souvent sur une alchimie entre des individus qui se reconnaissent, qui se respectent et qui sont prêts à inventer des formes alternatives de collaboration (tel que l'on peut les observer dans les espaces de coworking). Trop d'institutionnalisation, trop de "ressources" pourrait finalement – si ce n'est les empêcher du moins appauvrir – ces initiatives.

Société civile versus institution

La société de la connaissance se traduit par une implication croissante de la société civile dans les processus de production de la connaissance voire dans la conception des politiques publiques. Associations de consommateurs, associations de malades, clients, usagers, patients, citoyens interviennent désormais dans la constitution et la diffusion des connaissances aux côtés des experts traditionnels que sont les savants, les professionnels d'un secteur donné, ou les représentants d'une autorité de tutelle. Cela pose la question d'un nouveau statut de l'expert qu'on pourrait qualifier

⁴ Eve Chiapello et Luc Boltanski "Le nouvel esprit du capitalisme" Éditions Gallimard 1999

⁵ Diane-Gabrielle Tremblay et al. "Proximité territoriale et innovation : une enquête sur la région de Montréal" Armand Colin, Revue d'Économie Régionale & Urbaine 2003/5 – décembre p 835 à 852

⁶ Norbert Alter, Norbert Alter, L'Innovation ordinaire, PUF, Quadrige, 2000 et "Donner et prendre - la coopération en entreprise", La Découverte, 2009

⁷ Lire Philippe Roqueplo "Entre savoir et décision, l'expertise scientifique", INRA, 1997

d'expert profane. La participation de la société civile à l'expertise peut avant tout être considérée dans sa dimension consultative: il s'agirait en quelque sorte de convoquer l'opinion publique face aux savoirs experts "scientifiques" et aux savoirs experts "professionnels"⁷. Mais la dimension experte de la société civile peut être poussée plus avant encore, en contribuant aux processus de décisions voire aux programmations de recherche. Michel Callon parle ainsi des associations de malades: "Parties prenantes d'un mouvement plus large qui se traduit par la multiplication des groupes d'entraide mutuelle ainsi que par la revendication croissante des usagers ou des consommateurs en faveur d'une participation

plus active à la conception des services qui leur sont destinés, les associations de malades ont été amenées à affirmer leur rôle irremplaçable et dans certains cas prioritaires (...) Cela s'est traduit par l'engagement de plus en plus actif de certaines d'entre elles dans le domaine de la recherche. Les modalités de cet engagement, qu'il touche à l'orientation des recherches ou encore plus directement à la participation à la production de connaissances, sont très variables."⁸

Ainsi se profilent des modalités d'interventions citoyennes qui s'apparentent davantage au déploiement d'une action publique (bottom up) qu'à la mise en œuvre d'une politique publique (top down).

Nous n'avons ici fait que soulever quelques tensions pour mieux attirer l'attention sur les contributions qui sont présentées dans l'ouvrage car l'ensemble présenté ici contribue à défendre l'idée que le développement de la société de la connaissance repose avant tout sur la mobilisation des humains qui la composent. Oui, c'est l'homme qui produit de la connaissance en transformant de l'information ; c'est encore lui qui peut défendre l'idée de la connaissance comme bien commun, qui la transmet, la partage ; c'est lui encore qui invente les nouvelles formes de travail et de collaboration ; c'est lui qui lui permet de s'ancrer dans un territoire pour le faire fructifier ; c'est lui encore qui s'engage...

⁸ Lire M. Callon, V.Rabeharisoa (2002)
"L'engagement des associations de malades dans la recherche", RISS 171, mars 2002, p. 65-73

Articulation du rapport

Présenter les conditions de construction d'environnements optimaux d'apprentissage

Un renouvellement des problématiques de lieux, de rôle et de démocratie

Les six contributions sont présentées en deux parties.

La première s'intitule "Investir la société de la connaissance : socialité et apprentissage". Il s'agit en effet dans les trois premiers textes d'interroger la notion d'écologie de l'apprenance selon l'expression utilisée par Jean Heutte et de présenter les conditions de construction d'environnements optimaux d'apprentissage. Si Jean Heutte souligne la dimension collective du plaisir individuel d'apprendre en insistant sur la dimension systémique de toute situation d'apprentissage, Francis Danvers rappelle quant à lui que l'orientation des élèves – ou des adultes dans le cadre de la formation tout au long de la vie – s'inscrit dans une dynamique de territoire, reflet de multiples partenariats articulés vers un futur commun. Julien Roche enfin illustre par l'expérience très concrète des learning-centers comment la fonction documentaire augmentée peut être analysée comme nouvelle centralité accordée à la place du public et plus globalement à la socialité. La fonction documentaire augmentée notamment interroge les enjeux, usages et perspectives de la circulation des connaissances, en mettant en évidence l'importance de la médiation humaine.

La deuxième partie intitulée "Mettre en action la connaissance entre spatialité, complexité et approches différenciées : nouvelles configurations d'acteurs" s'intéresse à l'usage pertinent qui peut être fait de ces connaissances construites collectivement par un renouvellement des problématiques de lieux, de rôle et de démocratie. Alain Derycke préconise de s'appuyer sur les apports de la société de la connaissance pour détecter les potentiels des territoires et favoriser les mécanismes d'innovation ouverte. Il questionne la relation entre productions de connaissances et espaces pour valoriser les innovations sociale, culturelle, et économique... Dans le même esprit Beth Perry et Tim May évoquent les expériences outre-manche qui lient intimement développement urbain et université ; mais les auteurs appellent à transcender les dichotomies habituelles sur ce qui serait innovant ou pas pour absorber la richesse de l'université dans la diversité de ses rôles et la pluralité des connaissances qu'elle produit. Enfin Bernard Delvaux souligne le fait que les devenirs collectifs sont désormais orientés par des inter-régulations moins institutionnalisées mais davantage basées sur une connaissance protéiforme et construite par une pluralité d'acteurs.

Ainsi notre ouvrage collectif est traversé par une double problématique, l'une s'imbriquant dans l'autre et vis et versa : celle de la construction collective des connaissances d'une part et celle des nouvelles configurations d'acteurs qu'elle nécessite d'autre part. Chacun des six textes est brièvement commenté par un des membres de la fabrique, de même qu'il fait l'objet d'un regard citoyen porté par des étudiants : ainsi espérons-nous avoir construit collectivement cet ouvrage en multipliant les points de vue et peut-être modestement innové en mêlant savoirs experts, savoirs professionnels et savoirs d'expérience. Pour qu'il y ait société de la connaissance il faut mettre en réseau les intelligences individuelles et les communautés, c'est à cette condition qu'elle devient alors promesse d'un progrès collectif.

« INVESTIR LA SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE : socialité et apprentissage »

ÉCOLOGIE DE L'APPREANCE : construire l'environnement optimal d'apprentissage

Jean Heutte

École Supérieure du Professorat et de l'Éducation (ESPE) Lille - Nord de France et Équipe Trigone CIREL de l'université Lille 1

Missionné depuis plus de 20 ans afin de favoriser le déploiement des usages pédagogiques des technologies numériques, expert mis à disposition auprès du ministère de l'éducation nationale, puis de celui en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche, Jean Heutte est enseignant qualifié aux fonctions de Maître de conférence en sciences de l'éducation à l'École supérieure du Professorat et de l'Éducation (ESPE) Lille - Nord de France et chercheur associé à l'Équipe Trigone CIREL (EA 4354), de l'université Lille 1, pôle de recherche COncceptions, Développements, Effets et USages des dispositifs de formation (CODEUS).

Mots-clés

apprenance,
autodétermination,
auto-efficacité,
autotélisme,
collectif,
collégialité,
expérience optimale,
flow.

Poursuivant la réflexion initiée dans le cadre de ma participation à la fabrique "Société de la connaissance et de la communication" du Collège régional de prospective, ce chapitre veut mettre en évidence certains éléments liés à mes travaux concernant l'écologie des communautés d'apprenance.

Empruntant à Philippe Carré, sa définition de l'apprenance, je définis une communauté d'apprenance comme étant une "communauté favorisant l'émergence, la croissance et/ou le maintien d'un ensemble stable de dispositions affectives, cognitives et conatives, favorables à l'acte d'apprendre, dans toutes les situations formelles ou informelles, de façon expérimentelle ou didactique, autodirigée ou non, intentionnelle ou fortuite".

Par souci d'économie, mais aussi parce que la forme de communication attendue ne s'y prête pas, je ne détaillerai pas ici tout les aspects conceptuels ou théoriques auxquels je me réfère, je souhaite juste préciser que je me situe dans une forme de continuité de la conception "incarnée, contextuelle et collective" de la connaissance, décrite dans cet ouvrage collectif par Alain Derycke, tout en y apportant une petite touche personnelle, liée aux influences du courant récent de la psychologie positive qui souhaite promouvoir l'étude scientifique des conditions et des processus qui contribuent à la prospérité ou au fonctionnement optimal des individus, des groupes et des organisations.

Ainsi, mon propos sera tout particulièrement centré sur certains déterminants favorables à la persistance d'un individu à vouloir travailler ou apprendre avec des autres, selon un principe que dans des travaux précédents j'ai appelé le collectif individuellement motivé.

In fine, ce texte veut apporter un éclairage sur quelques éléments permettant de construire un environnement optimal d'apprentissage (dans ses dimensions institutionnelles, pédagogiques et technologiques), dans tous types d'organisations (écoles, universités, administrations, entreprises...).

Apprendre : le seul métier durable aujourd'hui

Ce qu'il est désormais convenu d'appeler la société de la connaissance marque un tournant historique à bien des égards. 10 000 ans après la révolution agraire (le

pouvoir réside dans la force humaine ou animale qui permet de réaliser les travaux des champs), et à peine 200 ans après la révolution industrielle (le pouvoir réside dans l'argent qui permet d'acquérir ou transformer les matières premières en objets de consommation), un nouveau secteur d'activité émerge dans les pays les plus avancés, cette "3^e vague", qui selon Alvin Toffler vient se superposer aux deux précédentes, est portée par la connaissance. Ainsi, la connaissance constituerait un nouveau pouvoir de nature bien supérieure à la force, capable, de supplanter même l'argent. En effet, là où la force permettait de produire des denrées agricoles, là où l'argent permettait d'investir dans des usines fabriquant des biens de consommation tout en engendrant des bénéfices (soit davantage d'argent), c'est principalement la connaissance qui améliore les rendements agricoles, la qualité des produits et les bénéfices des investisseurs. Ainsi, peut-être pour la première fois d'une façon aussi explicite dans l'histoire de l'humanité, alors que la durée de vie des certitudes semble de plus en plus courte, à l'évidence, comme l'a si bien écrit Hélène Trocmé-Fabre: "le seul métier durable, c'est apprendre". Déployer une écologie de l'apprenance est donc bien l'un des enjeux majeurs du fonctionnement optimal des individus et des groupes qui composent nos organisations. Cela concerne bien entendu toutes les organisations humaines, bien au-delà des institutions éducatives ou des organismes de formation.

Cependant, si pour les deux premières vagues, celui qui possédait les ressources (la terre, les matières premières, les usines, l'argent...) pouvait louer la force, la sueur ou le temps travail de ceux qui ne les possédait pas, dès lors que l'une des ressources essentielles devient la connaissance, il s'agit désormais d'un capital (humain) qui entre le matin et sort le soir de l'organisation: en tant que tel, ne lui appartient plus d'une façon aussi prégnante que les ressources qui constituaient l'essence des deux premières vagues. De plus, la qualité de la production intellectuelle des individus peut être très vite fortement impactée par la dégradation de leur santé psychique ou psychologique. De fait, le contexte organisationnel, la qualité du management et des relations interpersonnelles favorisent (ou inhibent) les fonctionnements qui permettent l'innovation et l'apprentissage collectif: le management toxique est nocif pour le développement durable mutuellement bé-

« INVESTIR LA SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE : socialité et apprentissage »

néfrique des individus et des organisations. Pour celles et ceux qui ont en charge la responsabilité du pilotage des conditions nécessaires à l'apprentissage collectif, la prise en compte de la prévention des risques psychosociaux dans la conception des dispositifs devient stratégique. Dans ce contexte, toute l'intelligence de la gouvernance gagne à être orientée vers un management par la reconnaissance de l'expertise, des compétences et des connaissances des personnes en tant que sujets sociaux sachants. C'est autour des conditions et des processus qui contribuent à la prospérité ou au fonctionnement optimal des communautés d'apprentissage que se reconstruisent désormais les grands principes de management contemporain.

Le sentiment d'acceptation : moteur de l'apprentissage individuel et collectif

En 1377, à l'époque du moyen âge de la société occidentale, l'historien, père de la sociologie, Abd al-Rahmân Ibn Khaldûn écrivait "le développement des connaissances et des compétences est atteint par la discussion, l'apprentissage collectif et la résolution des conflits cognitifs par le co-apprentissage". Ainsi, depuis la nuit des temps, de l'arbre à palabre au cours en ligne massivement ouvert (ou Massive open online course "MOOC", en langue anglaise), la construction et la diffusion sociale des connaissances est ce qui fonde l'humanité via l'activité humaine.

Paraphrasant Philippe Carré, je suis tenté de dire qu'on comprend toujours seul, mais jamais vraiment sans des autres. "Toujours seul", car comprendre, personne ne peut le faire à ma place: comprendre est une expérience intime (une révélation?). "Jamais vraiment sans des autres", car sans une confrontation de ce que je pense avoir compris avec d'autres, je ne suis jamais vraiment sûr de savoir si j'ai effectivement compris. Mais aussi parce que, en tant que tel, l'exercice de la mise en mots de ce que je pense avoir compris participe à la construction de ma compréhension. Cependant, pour que cela fonctionne, encore faut-il que j'accepte de confronter une possible incompréhension avec un autre. Pour autant, cet autre ne peut être n'importe qui, car je ne veux pas que la perception de mon éventuelle incompréhension par cet autre lui donne l'occasion d'avoir un pouvoir de nuisance sur moi. En retour, encore faut-il aussi que

celui-ci accepte de faire l'effort d'essayer de me comprendre, voir, le cas échéant, d'essayer de m'aider à comprendre. En contexte de travail (ou de formation), notamment si les travaux ou les actions doivent se réaliser en interaction, le sentiment d'appartenance (le sentiment de se sentir relié à un collectif) est un des déterminants essentiels de l'implication dans l'activité. La rancœur et l'amertume sont très vite perceptibles dès que nous ne nous sentons pas acceptés, ce qui généralement nous dissuade de persister dans nos efforts pour contribuer avec d'autres à d'éventuelles actions collectives.

A contrario, il est possible de se sentir littéralement porté par le contexte collectif, boosté par le Flow (cf. Mihaly Csikszentmihalyi) et le sentiment de vivre une expérience optimale, notamment du fait que nos choix sont respectés ou suivis (ce qui conforte notre besoin d'autonomie), ainsi que par des feedbacks positifs quant à la qualité de nos contributions (ce qui conforte notre besoin de compétence). La conjugaison de ces trois besoins psychologiques de base a une incidence sur le bien-être et la motivation. Il s'agit-là de conditions essentielles à la persistance dans les efforts pour partager, acquérir et construire des connaissances, dans la mesure où elle pousse à s'impliquer bien souvent au-delà de ce qu'il est possible de réaliser seul. Cela permet par exemple à un collaborateur, un étudiants ou un élève de s'impliquer dans une tâche pour laquelle il ne manifestait au départ pas nécessairement de motivation intrinsèque, mais qu'il accepte d'effectuer parce qu'il en a d'abord saisi l'intérêt pour la communauté, puis par la suite pour lui-même, au cours de l'activité, notamment, au moins pour maintenir activement son appartenance à cette communauté qui contribue à satisfaire grand nombre de ses besoins. À l'évidence, il s'agit de l'un des déterminants majeurs de l'implication (motivation) et de la persistance (volition) dans le désir de progresser, d'acquérir de nouvelles compétences, de comprendre et donc de vouloir se former et apprendre par soi-même et à certains égards pour les autres, afin de pouvoir être reconnu et accepté dans une communauté.

Au cours de mes travaux, j'ai très souvent eu l'occasion de constater que le sentiment d'appartenance sociale a un impact essentiel sur les deux autres besoins psychologiques de base postulés par Edward Deci et Richard Ryan: le sentiment d'autonomie et le sentiment de compétences

*On comprend toujours seul,
mais jamais vraiment
sans les autres*

« INVESTIR LA SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE : socialité et apprentissage »

sont ainsi très souvent nettement mieux éprouvés en présence d'autrui, et perçus de façon bien plus favorable dans le cas d'affiliation(s) positive(s). Il faut notamment accorder une importance toute particulière au fait que l'un des retours sur investissement, subjectif, mais au combien catalyseur de la motivation, est le sentiment de faire partie d'une communauté d'apprenance dans laquelle chacun se sent accepté parce qu'il estime que ses compétences et son expertise sont reconnues : en sus de l'autonomie, la satisfaction de ces deux besoins psychologiques de base est l'un des moteurs de l'engagement, ce qui renforce le sentiment d'efficacité personnelle comme collective qui sont au cœur des travaux d'Albert Bandura.

L'expérience optimale d'apprentissage : le plaisir de s'apercevoir que l'on comprend

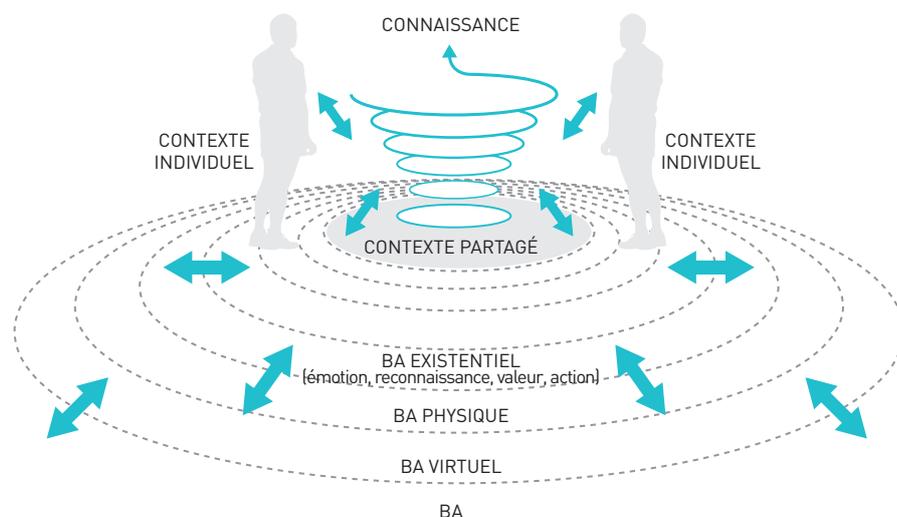
À l'instar d'une vision techno-centrée plutôt nord-américaine, une vision plus asiatique considère que les connaissances les plus stratégiques sont souvent collectives

et tacites. Ainsi le "savoir qui" pourrait être encore plus stratégique que le "savoir quoi". Là où certains imaginent que pour pouvoir résoudre un problème inconnu, il suffit de "stocker la connaissance de ceux qui savent" pour maîtriser leur savoir afin de trouver la solution, d'autres préfèrent "favoriser les flux d'échanges entre ceux qui savent" et leurs faire confiance pour les laisser co-construire de nouveaux savoirs afin de trouver la solution. Cela revient à dépasser la logique des infrastructures et services, pour penser les TIC en terme de déploiement des technologies de l'intelligence collective, au service du fonctionnement optimal des communautés d'apprenance qui composent l'organisation et ses dispositifs de travail ou de formation.

Cela me permet de venir réinterroger la spatialité évoquée par Alain Derycke avec un autre éclairage, celui de la logique du lieu. Selon Ikujiro Nonaka et ses collègues, l'environnement optimal serait le "Ba" : un espace social partagé qui transcende les frontières cognitives, sociales ou organisationnelles en permettant la confrontation des idées pour faire émerger de nouvelles connaissances.

Théorie de la création de connaissance, revisitée par Ikujiro Nonaka et Ryoko Toyama en 2003

Figure 1 : Représentation conceptuelle du Ba.



La logique du lieu (場所的論理 *bashotekironri*), si chère au philosophe japonais Nishida, permet de donner un sens philosophique à une certaine capacité mimétique propre à la culture japonaise, consistant notamment à se vider de son soi propre pour mieux comprendre la connaissance de l'autre.

« INVESTIR LA SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE : socialité et apprentissage »

Références

Bandura, A. (2003)
*Auto-efficacité:
le sentiment d'efficacité personnelle.*
De Boeck Université.

Carré, P. (2005)
L'apprenance
Dunod, Paris

Csikszentmihalyi, M. (2006)
*La créativité: psychologie de la découverte
et de l'invention*
Robert Laffont, Paris

Deci, E. L., & Ryan, R. M. (2008)
*Favoriser la motivation optimale et la santé
mentale dans les divers milieux de vie*
*Canadian Psychology/
Psychologie canadienne*, 49(1), 24-34

Heutte, J. (2013)
*L'écologie des communautés d'apprenance :
quelques jalons épistémologiques pour
l'éclairage théorique de la part des autres
dans l'agentivité personnelle*
Dans D. Cristol, P. Cyrot & C. Jeunesse (dir.)
*Renforcer l'autoformation : Aspects sociaux
et dimensions pédagogiques*
Chronique Sociale, pp.75-89

Nonaka, I., Toyama, R. et Konno, N. (2000)
*SECI, BA and Leadership: a Unified Model
of Dynamic Knowledge Creation*
Long Range Planning vol. 33(1), p.5-34

La conjonction de tous ces éléments est un événement qui transforme le rapport au savoir et à la connaissance. Quant à l'émotion ressentie à ce moment-là, elle constitue l'un des moteurs de la persistance : si apprendre est rarement une partie de plaisir, comprendre (faire comprendre, être compris...) peut être totalement jubilatoire. Cette expérience est si gratifiante qu'elle justifie à elle seule que ceux qui l'ont vécu (au moins une fois) se donnent parfois beaucoup de mal pour réunir toutes les conditions afin de pouvoir la revivre à nouveau. Ainsi, est-il possible de considérer que certains se régaler du savoir, de la connaissance et surtout de la compréhension (du plaisir de s'apercevoir que l'on comprend) dans un rapport presque charnel au savoir : Parmi tous les boulimiques du savoir, l'épicurien de la connaissance se régale aussi (et peut-être encore d'avantage) du partage et de la construction de connaissances avec d'autres. Comprendre, comme d'autres plaisirs, serait encore plus jouissif à plusieurs...

À la lumière des différents éléments qui viennent d'être détaillés dans les lignes précédentes, il est possible d'ouvrir la réflexion sur ce qui semble caractériser cet écosystème.

À l'évidence, l'environnement optimal d'apprentissage doit a minima permettre de soutenir :

- le besoin d'autonomie, de compétence et d'appartenance sociale de l'ensemble des acteurs ;
- leur sentiment d'efficacité personnelle, comme collective ;
- leur persistance à vouloir comprendre, en assurant leur bien-être psychologique.

Cela revient à inventer une pédagogie de l'innovation en privilégiant une approche systémique (partant du principe que l'innovation institutionnelle est un préalable à l'acceptation de l'innovation pédagogique et/ou technologique), pour tenter de co-construire collégialement cet environnement avec l'ensemble des acteurs : ceux qui doivent apprendre et travailler ensemble, comme ceux qui sont responsables de leurs conditions de travail ou d'étude.

Je terminerai mon propos en évoquant la place de la recherche et de la responsabilité sociale des chercheurs dans leurs contributions à l'élaboration de cet environnement optimal d'apprentissage. Pour y parvenir, je suggère de nous outiller scientifiquement pour créer les conditions de l'émergence d'une science de conception collégiale des connaissances, afin de favoriser le pilotage de l'innovation institutionnelle nécessaire à la définition d'un écosystème centré sur l'apprenant (en tant que sujet social sachant, tout au long et tout au large de sa vie), en vue de promouvoir un déploiement des technologies et réseaux numériques compatibles avec l'écologie des communautés d'apprenance.

« INVESTIR LA SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE : socialité et apprentissage »

L'APPREANCE au pied du mur

Laurent Matejko

*Conservateur,
chef de projet Learning center innovation*

Je réagis aux propos de Jean Heutte qui évoque une "écologie de l'apprenance: construire l'environnement optimal d'apprentissage" en le prenant au mot: oui, construisons-le cet environnement, au sens premier du terme !

Lors du dernier Contrat de projet Etat-région (CPER, 2007-2013), la région Nord-Pas-de-Calais a exprimé la volonté de construire un réseau de learning centers afin d'accompagner la transition de ses territoires vers l'économie de la connaissance.

Cette volonté a rencontré celle de l'université de Lille 1 de faire évoluer sa bibliothèque universitaire en un lieu où seraient conjugués médiation documentaire (appuyée sur une offre de pointe et un personnel expert), projet pédagogique et culture de l'innovation.

Le projet architectural du learning center Innovation traduit en espaces et fonctions les objectifs déterminés dans le projet scientifique validé par le conseil régional, l'université Lille 1, le rectorat et Lille Métropole Communauté urbaine. Dans ce bâtiment, le public trouvera des espaces documentaires traditionnels augmentés d'une offre importante de salles de travail en équipe (50) accessibles sur réservation en ligne, mais aussi un grand internet-café pour les moments de détente. Un vaste espace événementiel composé d'un amphithéâtre de prestige de 300 places et de trois salles complémentaires, ainsi que d'un hall d'exposition et d'un espace de promotion de l'innovation, permettra d'une part de mettre en valeur les réalisations communes à l'université et à ses partenaires extérieurs, et d'autre part d'accueillir les événements scientifiques et de la vie universitaire. Une salle d'innovation pédagogique multifonctions sera implantée dans le learning center afin d'y encourager l'expérimentation de nouvelles méthodes d'apprentissage.

Enfin, une véritable vitrine de la recherche telle qu'elle se pratique à Lille 1 avec ses partenaires sera créée sous forme de parcours d'apprentissage réunissant des manipulations pédagogiques et théoriques: ce sera l'expérimentarium, dont une préfiguration fonctionnera dès février 2014 sur le campus de la Cité scientifique.

À travers l'agencement de ces espaces, nous souhaitons créer une progression des ambiances de travail, de la plus relâchée à la plus studieuse en passant par des grades intermédiaires, afin de favoriser l'interaction, la rencontre et le travail en équipe, tout en respectant le droit de travailler dans le silence. Il s'agit donc bien de concilier les dimensions de l'apprentissage décrites par Jean Heutte, tantôt individuelle tantôt collective, dans une unité de lieu et de temps.

"*Mon tout*" constituera une réalisation architecturale parmi les plus remarquables dans le champ de l'enseignement supérieur et de la recherche français depuis bien des années...

Plusieurs défis sont devant nous pour que le projet soit une réussite :

- Pour les bibliothécaires, accomplir la transition d'une culture professionnelle fondée sur la connaissance d'un fonds physique à une culture documentaire de la médiation entre les publics et une offre dématérialisée bien plus large ;
- Pour les publics, saisir la perche tendue par l'université et la région pour apprendre autrement, et pas seulement durant le temps des études ;
- Pour les enseignants-chercheurs de la communauté universitaire, s'emparer du nouvel outil "*learning center*" afin d'expérimenter de nouveaux projets pédagogiques et faire partager leur passion de l'innovation.

C'est à ce prix que nous constituerons un écosystème pédagogique performant, servi par une politique de services ambitieuse.

« INVESTIR LA SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE : socialité et apprentissage »

POINT DE VUE ÉTUDIANT

Stéphanie Baudrin

Étudiante en Management et Sciences
Sociales - IAE Lille
École universitaire de management
Prix André Lebrun
de la formation continue 2013

L'écologie de l'apprenance ? Est-ce l'apprenance durable ? Comment apprendre utile et durablement ?

Partant du constat qu'aujourd'hui il faut apprendre différemment, que faut-il faire pour optimiser l'apprentissage ? A un moment où je stagnais dans ma vie professionnelle j'ai été confrontée à ce genre de questions... "Apprendre : le seul métier durable aujourd'hui" prend alors un sens familier en ce qui me concerne.

Devenir "acteur", "active" tout au long de sa vie, aller chercher le savoir, les compétences qui permettront de pouvoir et d'avoir ce pouvoir de choisir un métier qui puisse coïncider à mes nouvelles aspirations professionnelles. Il me semble que trois points se dégagent alors :

L'apprentissage collectif :

Le co-apprentissage qui dépend bien sûr du secteur d'activité, de l'individu, de la forme de l'organisation et qui a peut-être quelques difficultés à se mettre en place ou à se pratiquer spontanément.

Un paradoxe que j'ai rencontré à plusieurs reprises est tout de même à souligner selon moi : d'un côté on doit s'adapter aux nouvelles formes d'organisations, au nouveau management plus collectif, on fait l'éloge du travail en groupe mais d'un autre côté on individualise la société, nous fonctionnons de plus en plus de manière individuelle, il y a de moins en moins de communication entre les personnes...

Il y a également une individualisation du savoir qui commence dans certaines écoles élitistes, les enseignements doivent être changés à la base. Certes de plus en plus les universités proposent des parcours qui tendent vers ce nouveau type de management. Les bienfaits du management collaboratif, participatif n'est plus à prouver, mais encore faut-il que ce type de management soit appliqué aux managers déjà en activité et qu'ils apprennent à apprendre...

Certaines structures fonctionnent avec des équipes autonomes où l'apprentissage est "sauvage". J'ai pu l'expérimenter au contact d'une équipe composée de vendeuses, démonstratrices, chefs de rayon. Nos objectifs et intérêts étant communs, la coopération chez certaines personnes étaient naturelles, leur envie de transmettre, de partager leur expérience du terrain a été pour ma part une vraie source d'apprentissage collectif.

La structure dont je faisais partie était propice à ces échanges ; des formations étaient aussi imposées/proposées. Étaient-elles adaptées ? Utiles ? Pour ma part non, aucun intérêt, trop globales et répétitives. Ce qui pose le problème du second point...

Quelles conditions faudrait-il mettre en œuvre aujourd'hui pour apprendre différemment ?

Comment les optimiser, les adapter ? Quelles sont les méthodes qu'un manager peut utiliser, comment susciter l'envie de l'apprenance ?

L'auteur évoque le domaine du plaisir, de la satisfaction que l'on éprouve lorsque l'on comprend, c'est bien entendu positif mais apprendre est-ce du plaisir ? Comment rendre ludique, jubilatoire également le fait d'apprendre ? Que la réalisation de soi passe aussi par cette étape. Doit-on changer notre comportement face à la formation ?

Ce qui nous amène à nous questionner sur les différents circuits d'apprenance par internet qui sont intégrés dans notre paysage quotidien (domiciles, bureaux, magasins, établissements publics ou privés...).

Quel est l'environnement d'apprentissage collectif optimal ?

Les réseaux, les forums, groupes de discussion, les MOOCS facilitent l'échange collectif, créent le lien autour du besoin d'apprendre, de s'enrichir mais cela reste du virtuel !

J'ai pu encore apprécier par ailleurs que la richesse d'un enseignement dépend de la richesse humaine de l'enseignant, si les cours sont dispensés principalement sur le net quel impact sur notre comportement en société, notre éducation ?

Nous avons tous le souvenir d'un professeur ou instituteur qui nous marqué, influencé, nous a fait aimé une matière que l'on détestait ou pour laquelle nous n'étions pas forcément brillants.

Le bilan à la fin de l'année était que notre façon de voir cette matière était différente, voire nous l'aimions désormais avec aussi une nette amélioration des résultats...

Sans l'être humain, sans le vrai échange humain, je suis assez sceptique quant aux bons résultats sur la durée.

**« INVESTIR LA SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE :
socialité et apprentissage »**

La phrase de Philippe Carré "on comprend toujours seul, mais jamais vraiment sans les autres" est assez réaliste et complète mon idée sur l'apprenance. Nous apprenons ce que nous sommes apte à apprendre avec notre propre histoire personnelle. Quand on obtient un diplôme c'est notre mérite qui est récompensé,

mais nous l'avons obtenu aussi grâce à l'environnement pédagogique, amical, affectif, professionnel qui nous entoure... et surtout aux personnes qui ont cru en nous. Cette confiance-là est facteur de réussite.

« INVESTIR LA SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE : socialité et apprentissage »

LA GRANDE TRANSFORMATION au prisme de trois "ques- tions vives" pour les mondes de l'éducation, de la formation et de la culture

Francis Danvers

Professeur des universités,
directeur du master 2
"Éducation, Santé sociale, Prévention"
université de Lille 3.

Vice-président de
l'Université Populaire de Lille.

Professeur en psychologie de l'éducation
Laboratoire CIREL-PROFEOR. UFR DECCID.
Département des sciences de l'éducation.

**Nous sommes entrés dans
l'âge de l'individualisme
démocratique où chacun
exprime ses convictions
à égalité avec celles
de son voisin**

Mots-clés

anthropologie de l'éducation,
changement social,
culture,
défis
formation tout au long de la vie
mondialisation
prospective
valeurs...

Le climat n'est pas à l'optimisme. La crise est dans toutes les têtes, la perte de confiance dans les institutions n'a jamais été aussi grande, et la pensée décliniste justifie un repli sur soi identitaire, ou communautaire, voire nationaliste quand ce n'est pas anti-européen. Certes, il reste les bonheurs de la vie privée, mais peut-on renoncer au bien-vivre ensemble? Pour y voir plus clair, nous esquissons une fresque du modèle social hexagonal, jugé à tort ou à raison en déclin, pour l'évaluer à la lumière des enjeux planétaires qui doivent commander la vision des éducateurs en responsabilité face à l'avenir des générations futures et la fabrique du monde de demain.

Est-il encore utile de penser en termes de crise les mutations de notre époque?

Le mot "crise" appartient au vocabulaire de la médecine en ce qu'il établit une analogie avec le vivant, la vie saine et la vie malade. Est-ce pertinent de parler de crise depuis une génération, alors que les crises succèdent aux crises?

Les crises de la société et les crises de l'enseignement sont intimement liées. Les crises de l'enseignement ne sont pas des crises de l'enseignement, mais des crises de vie, d'autorité, et de transmission que certains interpréteront comme un changement de civilisation. Essayons d'en formaliser quelques dimensions essentielles:

1. la sécularisation de la société qui se traduit par l'incrédulité à l'égard des grands récits, notamment de la science et de la technique dont on attend une amélioration du sort de l'humanité. Nous sommes entrés dans l'âge de l'individualisme démocratique où chacun exprime ses convictions à égalité avec celles de son voisin. Dans la cacophonie généralisée la "crise de l'avenir" revêt une incertitude sur les moyens et les fins de l'école. Pourtant, dans la société civile émergent de nouvelles aspirations pour une éthique du compromis et de la solidarité ;

2. l'érosion des appartenances territoriales, sociales, et idéologiques héritées des grandes religions monothéistes du Livre et de la tradition des Lumières, dissout les repères symboliques, fragilise les identités individuelles et collectives, mais dans le même temps, fait émerger le sujet et le principe de responsabilité associé au principe de précaution ;

3. la montée des valeurs de l'individualisme, de la liberté comme autonomie personnelle, de la permissivité (tout se vaudrait-il?) de l'hédonisme, du pragmatisme et d'une manière générale du matérialisme consumériste, que l'on voudrait compatible avec la redécouverte du bonheur (revendication eudémoniste) ;

4. le changement des rôles et des statuts des adultes, l'émancipation des femmes, la maturité croissante des enfants, le lent déconditionnement à l'autorité, la revendication d'une autonomie accrue des adolescents sont quelques-uns des changements en cours qui rendent l'exercice de la responsabilité parentale plus difficile, et l'éducation familiale plus incertaine, dans le contexte des reconfigurations des structures familiales et des nouvelles sexualités;

5. l'entrée dans le monde de l'immatériel, du médiatisé et bientôt du virtuel, nous fait entrevoir un univers d'objets nomades (portables...) propice à l'émergence d'une "hyperclasse". Ce nomadisme de l'hypermonde voit cohabiter (pour combien de temps?) des nomades de luxe et des nomades de misère condamnés à l'exil pour survivre. L'ici et l'ailleurs, le familial et l'étranger, le civilisé et le sauvage, l'urbain et le rural, la tradition et la modernité sont des dichotomies de plus en plus brouillées dans le monde d'aujourd'hui marqué par la globalisation et le déplacement des frontières;

6. la remise en cause du modèle républicain d'intégration par la citoyenneté (d'où la fonction "d'unité culturelle" de l'école) en raison de l'emprise d'un chômage structurel persistant, ne parvient plus à promouvoir la jeunesse, en particulier celle issue de l'immigration et des banlieues. C'est une des caractéristiques des sociétés post-modernes que de renvoyer à la périphérie, la gestion des contradictions ingérables au niveau central. Le meilleur exemple en est fourni par l'application de la laïcité soumise à l'appréciation de compromis locaux ;

7. la crise de l'idée de progrès associée aux conquêtes scientifiques et technologiques qui font croire que tout est possible, pour tous, de suite (culture de l'urgence, sans mémoire, ni finalités). Les idéaux des trois progrès de la modernité, sur le plan scientifique, social et technologique, ne vont plus de pair. Le "tournant anthropologique" engendré par la technique industrielle, sa mondialisation, et la découverte de ses limites, conduit à

« INVESTIR LA SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE : socialité et apprentissage »

**Lié au progrès des sciences
et des techniques,
le changement est un facteur
de développement
des sociétés**

remettre en question le rêve cartésien de domination de la nature ;

8. le poids de la technostructure administrative et des technosciences, sur les comportements individuels au quotidien, semblent vouloir nous dire que tout ce qui est techniquement possible est de l'ordre du souhaitable et du prévisible, ce qui a pour effet de vider de sens tout appel aux initiatives personnelles et à la délibération collective sur les choix fondamentaux de société.

La fin du cycle vertueux des "Trente Glorieuses" (1945-1975) nous a rendus orphelins du rêve français qui a perdu son empire et est devenu une puissance moyenne confrontée à la globalisation des échanges marchands et commerciaux. C'est la fin d'un monde rural avec ses valeurs de conservation. C'est aussi la fin d'un modèle industriel associé au plein emploi, à la promotion sociale et aux carrières prévisibles. Le diagnostic n'est pas entièrement pessimiste. Depuis le second XX^e siècle, nous vivons, tout au moins en Europe, une période paix et de (relative) prospérité, qui se distingue de toutes les périodes antérieures. Avec une vision plus large, une conscience planétaire émerge qui engage l'avenir de la planète. Va-t-on vers une mutation, une métamorphose, une régression ? Les crises constituent la nouvelle normalité. On ne peut plus prétendre qu'on ne savait pas. L'avenir est devenu plus incertain en même temps que plus ouvert. Nous sommes condamnés à réinventer notre futur à titre individuel comme à titre collectif.

Faut-il se satisfaire de l'idée simpliste de la résistance au changement ?

Le changement est partout. Il rythme la vie personnelle et professionnelle de chacun, il est omniprésent dans le discours médiatique et politique, à tel point qu'il s'est progressivement érigé en mode de vie qui structure et théâtralise une certaine vision du monde : pour être, il faut savoir changer (bouguisme). Pour autant, cette contrainte du changement pose problème. Elle renvoie au "vouloir" et au "pouvoir" changer, et cristallise différentes formes de difficulté par rapport à cet avenir incertain qu'est le changement. Le changement comme processus se diffuse par l'innovation. Lié au progrès des sciences et des techniques, le changement est un facteur de développement des sociétés.

G. Mermet, 2009, (Francoscopie) a mis en évidence 7 grandes tendances qui caractérisent le changement de notre société depuis les années soixante :

1. **l'individualisation**, c'est-à-dire la prise en compte du désir de chaque individu au détriment de la Collectivité ;
2. **la dématérialisation** qui est un processus continu caractérisé d'abord par une augmentation du poids des services, mais plus récemment des relations entre personnes qui deviennent de plus en plus virtuelles ;
3. **la globalisation** favorisée par la révolution électronique et informatique, ce qui entraîne une convergence entre les pays mais également une forte interdépendance ;
4. **la féminisation**, matérialisée par un renforcement du rôle des femmes dans la société et une plus grande prise en compte de leurs souhaits dans la consommation ou plus généralement dans l'art de concevoir les produits et les services ;
5. **la participation**, matérialisation par le fait que les individus, les citoyens et les consommateurs entendent être actifs dans la vie collective en faisant connaître leur avis et en pesant sur leurs décisions collectives ;
6. **la responsabilisation progressive** de la société et de ses membres qui les conduit à prendre conscience des menaces en matière d'environnement ;
7. **la refondation**, tendance la plus récente, marquée par la prise de conscience de la nécessité de refaire le monde en y mettant plus de régulation dans les pratiques, notamment économiques, en créant un mode de vie plus raisonnable et propice à un développement humain, durable et éthiquement responsable.

On ne conduit pas le changement dans notre pays sans comprendre l'étrangeté française, ce qui fait une part de son mystère ou de son "exception culturelle". Ce qu'il y a de singulier dans la culture française, c'est une certaine conception de l'homme et de la société sensible à la défense des statuts, des terroirs et des situations acquises. Un sens de la hiérarchie et de l'autorité traverse l'enseignement ; un sentiment de l'honneur et de la noblesse influence la vie économique et sociale. Ce "modèle social français" n'est pas sans atouts dans la mondialisation, car il incarne "une manière créative d'être différents". À cela s'ajoute un génie français propre à universaliser ce qu'il découvre pour soi (droits de l'homme, laïcité, etc.).

« INVESTIR LA SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE : socialité et apprentissage »

Notre pays n'est pour autant pas sans défauts. Peu ouvert aux enjeux décisifs de la mondialisation, il n'investit pas suffisamment les lieux de décision et de délibération au niveau international. Concentré sur la défense des acquis de l'État-social du XX^e siècle, avec la crainte que "demain sera pire qu'aujourd'hui" (peur obsessionnelle du déclassement), il ne parvient pas à concentrer les énergies de sa population sur la recherche, l'innovation et la vision stratégique du développement. L'éducation à l'entrepreneuriat n'en est encore qu'à ses balbutiements.

Plus déprimée que les autres pays qui lui ressemblent depuis la fin de l'ère de l'opulence, la France doute de son destin, et son rapport à l'avenir est problématique. Ses élites "pantouflent" au lieu de donner l'envie d'investir un scénario du futur. La confrontation avec la mondialisation se fait souvent de manière biaisée. La prise en compte de l'intérêt des générations futures reste marginale dans les représentations collectives. La résistance au changement peut-être bénéfique, dans le cas par exemple, où elle préserve une dimension humaine (la cohésion sociale, par exemple).

Quelles sont les visions pour un futur souhaitable dans un monde fini ?

L'humanité confrontée à ses limites a la capacité d'orienter son destin, de faire bifurquer sa trajectoire pour éviter les écueils et construire un avenir désirable pour les générations futures, car l'humanité a les ressources en elle-même pour faire face aux défis qui s'offrent à elle. Cette croyance est adossée sur la capacité d'agir de l'homme et le pouvoir transformateur de l'éducation et de la formation tout au long de la vie. Quels sont les défis pour le siècle à venir ?

- **Le grand défi est démographique**, car c'est une donnée première pour l'avenir de l'humanité. Depuis que l'homme s'est sédentarisé la population a été multipliée par 1000 environ, avec un facteur 10 pour le seul XX^e siècle. Nous étions 1 milliard en 1800, 2 milliards en 1930, 3 milliards en 1960, 4 milliards en 1975, 5 milliards en 1987, 6 milliards en 2000 et 7 milliards en 2011 (Musée de l'Homme, 2012). Les projections sont de 9,5 milliards d'êtres humains en 2050.
- **Le défi du vieillissement**: comment faire en sorte que l'allongement de l'espérance de vie soit une chance

pour les individus et pas seulement un fardeau pour la société ? Deux conceptions du "vieillir" s'affrontent, l'une orientée négativement: Dépendance, incapacités, déficits, déprise, fardeau, et l'autre orientée positivement: autonomie, engagement, longévité, intergénérationnel, résilience.

- **Le défi de faire avancer l'accès universel à l'eau potable**: le droit à l'eau reconnu par les Nations unies, 2010, porte sur l'accès à l'eau potable et sur l'assainissement. Près d'un milliard d'êtres humains ne bénéficient d'aucune source d'eau potable, selon les statistiques des Nations unies. Selon l'UNESCO, 2,6 milliards de personnes n'ont pas accès à un assainissement amélioré [ou durable] (6^e forum mondial de l'eau, 2012).

- **Le défi de la précarité énergétique** qui frappe 8 millions de personnes en France, 2012. La consommation d'énergie par habitant a été multipliée par 10 pendant le dernier siècle, avec une multiplication par 3 au cours de la période dite des "Trente Glorieuses", et par 6 au niveau mondial. Or 80 % de l'énergie consommée est issue de stocks non renouvelables (Semaines sociales de France, 2007). Dans les pays émergents, il faut insister sur la nécessité d'électrifier les zones rurales et de montagne pour rendre possible en particulier la scolarisation des jeunes filles.

- **Le défi de concilier deux réalités** majeures pour les générations présentes et à venir: assurer le mieux possible l'existence de milliards d'êtres humains supplémentaires et mener des politiques attentives aux exigences d'un développement soutenable dans un contexte de changement climatique [près de soixante études par jour] et avec les risques de catastrophes technologiques planétaires ;

- **Le défi de la montée des inégalités** entre les pays et à l'intérieur des nations qui menacent la cohésion sociale: comment réinventer un monde commun qui ne se limite pas à une simple répartition des richesses, mais construite des rapports entre égaux, condition de la vie démocratique ?

- **Le défi de la revendication de la singularité** et de la reconnaissance des différences: comment lutter contre les discriminations à l'égard des femmes, des personnes en situation de handicap, des homosexuels ou des minorités culturelles, dans un contexte de ré-

L'humanité confrontée à ses limites a la capacité d'orienter son destin, de faire bifurquer sa trajectoire pour éviter les écueils et construire un avenir désirable pour les générations futures, car l'humanité a les ressources en elle-même pour faire face aux défis qui s'offrent à elle

« INVESTIR LA SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE : socialité et apprentissage »

**Au siècle dernier,
le problème n°1,
c'est l'éducation !
À l'issue de la première
décennie du XXI^e siècle,
"le problème n°1,
c'est l'orientation**

duction de la diversité et d'uniformité, source de violences ?

- **Le défi d'une société de partage** et d'expression de la créativité pour faire face aux menaces d'un nouvel ordre numérique et du contrôle des esprits au service d'une oligarchie qui concentre la plupart des pouvoirs et des richesses ?
- **Le défi d'une conscience mondiale** capable de faire émerger une intelligence collective des réseaux pour surmonter les problématiques alimentaire, énergétique et climatique ?
- **Le défi de la paix** : verrons-nous se substituer la cyber-guerre à la guerre froide du siècle dernier ou bien l'humanité produira-t-elle des formes renouvelées de coopération internationale ?
- **Le défi d'une École de la réussite** au cœur d'un projet de société républicain combinant des enjeux politiques et idéologiques, économiques et sociaux, pédagogiques et didactiques.

Sur les 8 Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) seul le premier, le recul de la grande misère (extrême pauvreté et faim), a été atteint dès 2010, selon la Banque mondiale, mais il existe encore dans le monde une pauvreté invisible.

Les sept autres objectifs sont :

2. Assurer l'éducation pour tous ;
3. Promouvoir l'égalité des sexes ;
4. Réduire de deux tiers le taux de mortalité des moins de cinq ans ;
5. Réduire de trois quarts le taux de mortalité maternelle ;
6. Enrayer la propagation du sida et du paludisme ;
7. Promouvoir un environnement durable ;
8. Mettre en place un partenariat pour le développement.

M. Rocard, ancien premier ministre, 2012, nous invite à regarder vers le reste du monde, car c'est de l'extérieur que viennent les menaces les plus graves : "Le capitalisme est entré dans une crise profonde, aucun retour à la normale n'est envisageable, rien ne sera plus comme avant. Nous sommes partis pour des années de croissance faible, et peut-être de récession. Il faut le dire clairement et essayer de penser un monde qui sera radicalement nouveau. Nous avons oublié d'être radicaux dans nos manières de penser. Cela nous freine dans la recherche de nouvelles régulations".

"Depuis Descartes, de plus en plus de choses dépendent de nous. On est [désormais] dans une période où nous dépendons

de choses qui dépendent de nous" M. Serres, 2012. Au siècle dernier, "le problème n°1, c'est l'éducation !". L. Cros (1908-2000) aura été, autour de 1950, un des premiers à le dire. À l'issue de la première décennie du XXI^e siècle, "le problème n°1, c'est l'orientation", car la planète entière est confrontée à la Grande désorientation (Revue des deux mondes, janvier 2010).

On le voit, la crise est "plurielle" au sens d'une métaphore exprimant une désorientation généralisée face au sentiment partagé d'une incertitude qui traverse chacun (e) d'entre nous, dans une période de transition, face au défi d'un monde globalisé en mutation accélérée. Dans toutes les périodes de bouleversement où se jouent un tournant accéléré de notre histoire, l'éducation prend une place prépondérante, comme un besoin irrépressible.

Si nous pensons plus à l'avenir des générations futures et moins à "l'ici et maintenant", les chances qui s'offrent à nous sont au nombre de trois : "La montée des aspirations démocratiques, la formidable avancée scientifique et technique et la prise de conscience de l'interdépendance des destins, sur tous les continents" J. Attali, 2012.

Le Dictionnaire critique de la mondialisation (ou des mondialisations) dirigé par C. Ghorra-Gobin, 2012, offre une vision multidisciplinaire pour penser la triple transition : économique, écologique et sociétale dans laquelle est engagée l'humanité. Le défi majeur réside dans la mise en cohérence de trois perspectives :

- la globalisation, qui correspond à l'expansion du capitalisme : marchandisation, financiarisation, transnationalisation ;
- la mondialisation, proprement dite au sens de l'émergence d'une nouvelle échelle corollaire de l'interconnexion croissante des lieux (espaces ou territoires) ;
- la planétarisation, qui serait la prise de conscience de la planète Terre comme écosystème fini, fragile et précieux, pour la survie de l'humanité (versus "la planète disneylandisée", au sens de S. Brunel, 2012). On le voit, nous sommes entrés dans l'anthropocène, c'est-à-dire dans une ère où l'homme est devenu un acteur des cycles naturels, par exemple en provoquant par son activité le réchauffement climatique.

P. Radanne, 2013, expert en politiques énergétiques, dessine les chemins de

« INVESTIR LA SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE : socialité et apprentissage »

Références

Aubry M. (avec 50 chercheurs et citoyens) (2011).
"Pour changer de civilisation"
Odile Jacob, Paris

Danvers F. (2009, 2012)
"S'orienter dans la vie" Tome 1 et Tome 2.
Essai d'anthropologie de la formation
Presses universitaires du Septentrion
Villeneuve d'Ascq

Mermet G. (2009).
Francoscopie
"Pour comprendre les Français"
Larousse, Paris

Potanyi K. (1983)
"La Grande Transformation"
Gallimard, Paris

Touraine A. (2010).
"Après la crise"
Seuil, Paris.

transition vers une économie écologique en 2050, en questionnant les modalités d'organisation économiques, sociales, politiques d'une société soutenable. Quels pourraient être les moteurs économiques, technologiques et idéologiques de ce futur possible, réussi et durable ? Les trois visions à l'horizon 2050 : "Civilisation verte", "Biocivilisation" et "Civilisation cognitive" intègre la France dans son environnement européen et international en considérant tout à la fois les modes de vie, les rapports sociaux, et les systèmes économiques et politiques. Explorer les futurs possibles, c'est se poser la question de la nécessité d'un transfert de source de satisfaction pour le bien vivre ensemble.

On le voit, la "crise" n'est pas un vain mot. Le chômage est au plus haut, les usines ferment sans pour autant être remplacées dans les mêmes proportions par des centres de production à haute valeur ajoutée. Les effets négatifs de la rigueur se font sentir de plus en plus sur les modes de vie de la population des Vingt-sept, qui font de moins en d'enfants et divorcent plus. Les effets négatifs des politiques de rigueur sont de plus en plus visibles sur l'emploi et le niveau de vie (éducation, santé, logement).

En définitive, un certain nombre de nos problèmes proviennent moins de la "raréité" (J.P. Sartre) que de la surabondance comme le dérèglement climatique (trop de carbone), ou l'obésité (trop de graisses...) ou encore la surcharge d'informations, de communications publicitaires, de bruits, de richesses (problème de répartition des savoirs et des actifs matériels).

Comment se repositionner sur des priorités essentielles pour la "vie bonne" en société à l'aune d'un développement soutenable ?

POSER LES QUESTIONS qui donnent confiance en l'avenir

Sylvie Delbart

*Chargée de mission au Conseil régional,
Direction du Développement Durable, de
la Prospective et de l'Évaluation, service
Observation et prospective*

Une grande réforme de la connaissance est plus que jamais nécessaire

Alors que l'on ne parle que de crise, d'ambiance morose, la société doit plus que jamais être ouverte sur le monde, pluraliste, confiante en l'avenir. Le savoir et la connaissance sont des choses vitales pour chacun, pour pouvoir réussir sa vie, affronter son destin, ses problèmes, ses contradictions, vivre ensemble.

Dans un contexte où la recherche de compétitivité des États privilégie la dimension économique de l'éducation et de la formation, on ne voit les choses que séparées, compartimentées ou réduites à l'économie, favorisant ainsi la pensée unique. Notre ambition partagée doit être plus que jamais de former des citoyens responsables, émancipés (non assujettis aux experts, qui ne vivent qu'à l'intérieur de leur spécialité en ne regardant pas ce qui se passe autour), aptes à comprendre le monde, sa complexité, ses évolutions, ses contradictions, capables de raisonnement propre et d'esprit critique. Alors que la circulation de l'information est de plus en plus rapide, la communication entre les hommes n'en est pas facilitée.

La multiplication des réseaux d'information favorise canaux et réseaux et renforce artificiellement les liens de proximité, au lieu de créer du lien social.

Quelles formes la réforme de la connaissance doit-elle prendre ?

Comme le suggérait Edgar Morin, la création un peu partout d'instituts de culture fondamentale au cœur ou hors des universités, puis dans l'enseignement secondaire et primaire, s'adressant à tous, quel que soit l'âge, donne du sens aux notions fondamentales ignorées: Qui sommes nous, nous les humains? Comment affronter les incertitudes? Comment développer et donner du sens à la connaissance? Toutes ces questions, n'étant enseignées nulle part, pourraient ouvrir une porte vers une pensée interdisciplinaire nécessaire à la compréhension du monde et de sa complexité.

« INVESTIR LA SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE : socialité et apprentissage »

LES QUESTIONS D'HUMANITÉ : entre temps et mouvement

POINT DE VUE

Jacques Clapcich

Auditeur du cycle des Hautes Études
Régionales Sciences Politiques Lille

Toutes les civilisations ont connu leurs crises ; le mot crise serait lié à la souffrance mais aussi à la vie ; car il a un rapport avec le vivant, la vie saine et la vie malade. La notion de crise est inhérente à l'humanité ; l'homme avancerait tout simplement dans son histoire, c'est-à-dire dans la connaissance. La connaissance n'est ni le bien, ni le mal, ni le beau, ni le juste, ni le vrai, ni le faux. Ce qui fait crise, c'est l'étrange insécurité que peut éprouver le genre humain dans son avancée dans l'humanité. Il est fort compréhensible que l'homme résiste de ce fait au changement, et se projette difficilement dans un futur, et ceci dans un monde fini.

L'histoire de l'humanité nous prouve qu'il y a eu l'obligation de faire des compromis, des abandons, des réformes voire des transitions de toutes sortes. L'enseignement n'échappera pas à la crise chaque fois qu'il sera question de poser un acte dont le sens espéré ne serait pas compris. Il en est de même pour l'autorité, la transmission : car d'autres tiers s'imposent tels que les médias, les communications qui peuvent mettre en doute l'efficacité de la science et celle de la technique.

L'avènement des objets mentaux, de l'informatique, de la cybernétique, voire du numérique fait que l'individu exprime en direct son moi de manière ostentatoire pour ne pas dire péremptoire (via facebook). Quant aux solidarités, qui ne sont que l'expression de la raison humaine collective, elles deviennent collectives, organisées et à priori efficaces bien qu'elles n'émanent pas spontanément de l'individu.

Notre civilisation actuelle donne dans la "frénétique"; tout est dans l'immédiateté et l'immanence. L'ordre du monde, les repères, les hiérarchies se perdent, explosent même. La mondialisation met en scène un "hypermonde" où cohabitent l'urbain, le rural, le luxe, la misère. Nous sommes toujours dans les excès. Ce qui fait que l'homme soit exacerbé, à bout de souffle, véhément, pour ne pas dire sulfureux. Il agit, pense sans avoir un certain recul tandis qu'il croit avoir toujours raison.

Tout apparaît comme si la société était faite de particules qui voleraient en éclats ; nous serions dans une société qui explose, vole en morceaux. Le chômage voire le non-emploi tiendrait non seulement de l'organisation du travail, mais également de la finance qui est à la recherche du travail solvable ; se voulant ainsi rationnelles, elles ont pour conséquence de créer une société irrationnelle.

On freine l'autonomie de l'individu tout d'abord (en empêchant l'insertion naturelle), et on le reconstruit ensuite (en parvenant à l'insertion aléatoire, forcée, perlée) car le travail non solvable est possible et permet d'employer de la main d'oeuvre. L'expérience humaine se poursuit dans le temps et dans l'espace. Il devient donc aussi difficile de trouver un emploi que d'isoler un atome. Il faudra bien un jour penser à insérer l'homme dans le travail juste pour l'homme et non pour satisfaire une nécessité économique. Le propre même de l'existence humaine valorisée par le travail est remis en cause dans la mesure où dans cette société moléculaire tout est devenu parcellaire pour devenir particules, c'est-à-dire une simple chose ; l'homme n'y échappe pas puisqu'il apparaît comme une chose. L'être humain serait instrumentalisé.

L'individu vélocité est partout ; c'est-à-dire nulle part ; il n'est bientôt plus sur terre ; quand il devient un satellite. On assiste à une satellisation des repères dans un cosmos inhumain inconnu et immatériel. Nous sommes dans le domaine de l'infini voire des infinis des raisons humaines. La France doute de son destin paralysée par ses acquis et les nouveaux enjeux de son existence. Elle n'échappe pas à cette satellisation. Ni sa taille, ses forces vives, ses idées n'influent l'ordre des choses ni celles du monde. Le monde est un village et la France est devenue lilliputienne. Un nouvel ordre est né. Notre pays a perdu son influence.

Si la paix du monde est maintenue apparemment, ce n'est que le calme avant la tempête. L'idée de progrès n'est plus ancrée dans la science, la technique. Elle est entrée sans coup férir dans nos vies intimes. On observe le changement permanent, l'activisme. C'est le théâtre des significations qui fait sens. L'individu n'est plus acteur de lui-même. Il est le produit d'opérations multiples de tous ordres. Il est à la fois, actif, figé, inhibé, appétant.

Le monde est en face d'une hypothèse emblématique ; "qui n'avance pas recule"; c'est l'obsession des produits et des richesses. Un nouvel ordre du monde se profile ; l'état de besoin du monde aura raison de sa pensée.

L'homme qui, est une quantité infinitésimale dans l'univers, se préoccuperait à ce point de son futur. Il saura s'adapter et surmontera ses doutes mais comme le disait un certain penseur "le principal ennemi de l'homme, c'est lui-même".

« INVESTIR LA SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE :
socialité et apprentissage »

La crise est dans l'homme, c'est donc l'homme ; elle est incarnée par lui-même puisque l'humanité provient d'un accident d'évolution donc d'une crise. Tout paraît tellement urgent dans notre civilisation frénétique ; à ce propos, Edgar Morin nous dit "L'urgent est de s'occuper de l'essentiel. Est-ce essentiel de s'occuper de l'urgent?"

« INVESTIR LA SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE : socialité et apprentissage »

REPENSER LA BIBLIOTHÈQUE : vers la bibliothèque augmentée Learning Centre

Julien ROCHE

*Conservateur général des bibliothèques,
directeur du Service Commun de Docu-
mentation et porteur du projet de Learning
Center Innovation de l'université Lille 1
Sciences et Technologies.*

Depuis plus de 15 ans au Royaume-Uni, depuis quelques années en France, on assiste à l'émergence de la notion de Learning Centreⁱ. L'ambition est de repenser la bibliothèque pour en élargir les missions, notamment en matière de pédagogie. On peut donc considérer qu'un Learning Centre est une bibliothèque augmentée, c'est-à-dire offrant toutes les collections et les services qui constituent une bibliothèque canonique tout en renforçant l'efficacité de celle-ci par l'adjonction d'ambitions, de missions et de services supplémentaires qui font corps autour du "noyau" bibliothèque, élément central et pivot qui donne sens et cohérence à l'ensembleⁱⁱ. Cet enrichissement, s'il peut prendre plusieurs formes, se déploie avant tout sur le terrain de la pédagogie, selon le triptyque teaching, training, learningⁱⁱⁱ. Avec au final une visée très pratique : celle d'offrir de nouveaux services à l'utilisateur, dans une alchimie souvent inédite.

La mise en œuvre d'une bibliothèque augmentée vise à répondre aux défis qui se posent à la bibliothèque d'aujourd'hui. Depuis l'avènement d'internet, de Google et de la dématérialisation des supports de la connaissance, en marche depuis 15 ans et aujourd'hui généralisée, les bibliothèques traversent en effet une crise profonde. Lieu d'accumulation et de concentration des savoirs, sur un modèle quasi inchangé depuis la bibliothèque d'Alexandrie, la bibliothèque a emmagasiné pendant des millénaires des documents, d'abord livres, puis périodiques, puis supports audiovisuels et multimédia. La densité, la qualité et la quantité des collections attirent lecteur, profane et surtout savant, dans la même logique centripète que celle qui prévalait à la constitution même des collections : c'est l'utilisateur qui allait à la collection, pas l'inverse.

Aujourd'hui, l'océan quasi infini que constitue le web a fait voler en éclat le bel ordonnancement qu'avaient patiemment mis en place des générations de bibliothécaires sûrs de leur modèle et de sa pérennité. Il sonne aujourd'hui comme une évidence que la quantité d'informations accessibles par le web est éminemment supérieure à celle que peut offrir n'importe quelle bibliothèque, même la plus riche, la plus ancienne et la plus prestigieuse. Pire, le règne du papier, qui remplit aujourd'hui encore les bibliothèques, semble sinon toucher à sa fin, du moins être désormais concurrencé par l'arrivée de l'immatériel. Si le constat est encore largement en faveur du papier dans les

bibliothèques de lecture publique, dans les bibliothèques universitaires, ce sont aujourd'hui 80% voire 90% des collections qui sont accessibles au seul format électronique. Dernier effet de l'avènement d'internet, la fin de la centralité de la bibliothèque, qui n'est plus aujourd'hui réputée être un lieu de passage obligé pour le public : à la logique centripète, se substitue une logique dramatiquement centrifuge qui offre à l'utilisateur l'accès à du contenu dématérialisé depuis l'extérieur des murs des bibliothèques^{iv}.

Les Cassandre de la technologie ont pu voir dans tout cela la fin de la bibliothèque. D'autres, plus optimistes, l'opportunité de repenser sa place et les services qu'elle offre. La mise en œuvre de Learning Centres, bibliothèques augmentées et repensées, participe de cette réaction salutaire.

Bousculée dans sa centralité, contestée dans sa vocation encyclopédique, parfois délégitimée dans ses fonctions voire remise en cause dans sa raison d'être, la bibliothèque rencontre aujourd'hui les conditions nécessaires à sa remise en cause, dans ses services mais aussi dans son modèle.

Une opportunité unique pour repenser sa place au regard de l'évolution de la société, autour de 5 vertus fondatrices :

- mettre la sociabilité au cœur du dispositif,
- concentrer et faire graviter les services autour de l'utilisateur, et non l'inverse,
- articuler étroitement l'outil avec les postures de travail, mais aussi les pratiques pédagogiques et d'apprentissage avérées, émergentes, innovantes,
- créer des lieux emblématiques et porteurs de sens, qui suscitent l'adhésion de la communauté et développer un projet adapté à son environnement, au service d'une stratégie pensée, assumée et cohérente,
- ménager l'avenir dès le présent en réinterrogeant régulièrement l'environnement pour favoriser et accompagner les usages émergents.

Centralité de la sociabilité

Le sociologue américain Ray Oldenburg a défini, dans le cours des années 1980, la notion de "troisième lieu"^{vii}. Curieusement, il n'a pas appliqué son concept aux bibliothèques, qui constituaient pourtant un exemple de choix pour sa démonstration. Le troisième lieu se définit en effet par op-

ⁱ Université de Sheffield Hallam.
ⁱⁱ Selon sa graphie anglaise. Learning Center dans sa graphie américaine.
ⁱⁱⁱ L'expression "bibliothèque augmentée" fait écho à la notion de réalité augmentée, qui a pour ambition d'enrichir la réalité grâce à l'adjonction d'éléments virtuels à forte valeur ajoutée. Nous utilisons ici, de manière équivalente, „bibliothèque augmentée" et „Learning Centre".
^{iv} Concepts difficilement traduisibles en français, que l'on pourrait résumer en "enseignement et apprentissage", teaching renvoyant à l'enseignement, learning à l'apprentissage des connaissances et des méthodes, training aux pratiques associées à l'apprentissage.
^v Au sens premier du terme, à savoir "ranger en magasins".
^{vi} De facto, l'essentiel des consultations de ressources électroniques dans l'enseignement supérieur et la recherche s'effectue depuis l'extérieur de la bibliothèque, la technologie permettant un accès sécurisé 24h/24, 7j/7, via un simple accès internet.
^{vii} "Third place". Voir Oldenburg, Ray (1989). *The Great Good Place: Cafes, Coffee Shops, Community Centers, Beauty Parlors, General Stores, Bars, Hangouts, and How They Get You Through the Day*. New York : Paragon House

« INVESTIR LA SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE : socialité et apprentissage »

Mot-clés

learning center / learning
centre
bibliothèque augmentée
troisième lieu
nouvelle pédagogie
lieux de savoir
lieux d'apprentissage
nouveaux usages

position aux deux autres, le premier lieu, le foyer – la sphère privée, et le deuxième lieu, le domaine du travail. Complémentaire, il joue un rôle prioritairement social au sein de la communauté, favorisant les rencontres et les échanges avant tout informels.

Appliqué à la bibliothèque au tournant du millénaire, le concept de "troisième lieu" entraîne une redéfinition drastique des codes qui la régissaient jusqu'ici, pour tendre désormais vers une nouvelle sociabilité^{viii}. Il s'agit ici de faire séjourner les usagers.

Là où traditionnellement la bibliothèque était conçue pour deux activités principales – travail solitaire et emprunt de documents – l'utilisateur étant renvoyé vers le monde extérieur pour ses autres activités, on se préoccupe désormais de lui offrir les conditions nécessaires à un séjour prolongé dans le Learning Centre^{ix}, en lui proposant un ensemble de services périphériques – espace de détente voire de jeux, programmation culturelle et événementielle, restauration légère, etc. On assiste donc à la mise en place de microcosmes répondant pleinement à la notion de troisième lieu, car offrant une large palette de services utiles à l'utilisateur lorsqu'il est hors de sa sphère privée ou professionnelle. Autre élément caractéristique de cette volonté d'attirer et de conserver les usagers, le soin particulier qui est apporté à la qualité de l'ambiance – ou plutôt des ambiances – visuelles et sonores. Offrir à l'utilisateur un ensemble de services dans un même lieu nécessite en effet un traitement visuel, lumineux et acoustique de qualité, afin d'éviter que les atmosphères nécessairement différentes des espaces se contaminent les unes les autres.

Autre nouveauté, la place donnée aux espaces de détente dans le Learning Centre. L'évolution est double, d'une part pour placer l'espace de détente au centre de l'équipement, d'autre part pour lui offrir un dimensionnement et un équipement adaptés à son ambition. On passe ainsi, schématiquement, de quelques machines à café à proximité de la porte d'entrée à un café branché voire un restaurant dans l'enceinte même de l'équipement.

C'est enfin l'introduction d'une dimension culturelle et événementielle (plus) ambitieuse en appui à la bibliothèque. On glisse ainsi progressivement, d'une culture professionnelle largement centrée sur le "non-événement" vers une logique événe-

mentielle désormais courante dans des équipements culturels à programmation – théâtres, etc. Ce que les musées ont su faire il y a 20 ans, les bibliothèques sont en train de l'apprendre^x.

La Révolution Copernicienne en bibliothèques - pour un usager au centre du système

Longtemps, les bibliothécaires ont considéré, à juste titre, que les usagers venaient essentiellement chercher, en bibliothèques, de l'information documentaire. Le modèle même de constitution des fonds, basé sur l'accumulation, avec des collections savantes ou à rotation dite "lente" largement entreposées en magasin, a renforcé ce tropisme. Ce n'est qu'avec le développement du "libre-accès" et des espaces (de travail) plus conviviaux, dans les années 1980, que d'autres besoins ou usages ont pu voir un début de prise en compte.

Avec l'avènement du web public et la remise en cause brutale de la centralité des bibliothèques dans l'accès aux savoirs, cette évolution s'est formidablement accélérée, de telle sorte qu'aujourd'hui aucune bibliothèque n'échappe à la question de son usage et de sa valeur ajoutée, même les bibliothèques nationales^{xi}.

Les Learning Centres et autres bibliothèques augmentées creusent ce sillon, construisant ou réinterrogeant leur projet à la lumière des besoins exprimés par les publics. Ce qui différencie sans doute encore les Learning Centres étrangers des bibliothèques modernes Françaises, c'est une propension dans les modèles étrangers à interroger les besoins de leurs usagers plus régulièrement, plus systématiquement et plus complètement. À l'origine du projet bien sûr, avec des rapprochements encore tabous en France, par exemple avec l'intégration autour du noyau "bibliothèque" des services TICE ou informatiques^{xii}, mais aussi tout au long de la vie de l'outil. Signe évident de cette préoccupation, nombreux sont les Learning Centres qui médiatisent par exemple les réponses qu'ils ont apporté aux attentes des usagers, dans une communication par panneau d'affichage dans le Learning Centre lui-même^{xiii}. Avec la difficulté permanente, face à des demandes qui peuvent être tous azimuts, de maintenir une cohérence dans les missions assumées^{xiv}.

^{viii} Voir Servet, Mathilde (2010) "Les bibliothèques troisième lieu. Une nouvelle génération d'établissements culturels", dans *Bulletin des Bibliothèques de France*, 2010. 55, n° 4, dossier "Évaluations". <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2010-04-0057-001>.

^{ix} "To make them stay" en anglais.

^x Voir à ce sujet la nouvelle bibliothèque publique d'Amsterdam – L'OBA – avec ses cafés, son restaurant, son espace d'exposition ou encore son amphithéâtre

^{xi} C'est ainsi que la Bibliothèque Nationale de France a ouvert un haut-de-jardin au grand public, continuant à réserver son seul rez-de-jardin à la recherche et au public savant.

^{xii} Technologies de l'Information et de la Communication appliquées à l'Enseignement. Voir les exemples des Learning Commons de l'université de Sheffield Hallam ou des Learning Centres de l'université de Kingston, au Royaume-Uni.

^{xiii} Voir ainsi les campagnes anglaises de "Tell us results", mettant en regard ce que les usages ont demandé – "you said" – et ce qui a été fait pour répondre aux attentes exprimées – "we did".

^{xiv} Voir le cas de la bibliothèque municipale de Delft, qui a fortement innové en matière de services à l'utilisateur dans les années 2000, avec des succès divers : <http://www.infotoday.com/mls/mar08/Boekesteijn.shtml>

« INVESTIR LA SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE : socialité et apprentissage »

Si les attentes des usagers peuvent être variées, et dépendent généralement du contexte local, deux besoins sonnent dans l'ensemble des projets de bibliothèques augmentées comme un leitmotiv: la question des horaires d'ouverture et la concentration des services. Partout, les usagers plébiscitent par leur assiduité sur des plages tardives ou décalées des horaires d'ouverture nécessairement larges pour l'équipement qu'ils fréquentent. On est ici pleinement dans la raison du troisième lieu, qui fait la soudure entre le temps privé et le temps professionnel. Quant à la concentration des services, elle se traduit par le rassemblement, en un même lieu, d'une large palette de services offerts, généralement dans une logique de "guichet unique" – unité de lieu, unité de temps mais pluralité d'actions.

Bibliothèques augmentées, postures et pratiques pédagogiques

Le Learning centre est, étymologiquement, un lieu pour apprendre. De fait, la pédagogie voit sa place désormais affirmée plus nettement dans l'équipement et dans les dispositifs qui y sont déployés.

C'est tout d'abord la prise en compte de modalités de travail nouvelles. A un mode de travail uniformément répandu, celui du travail individuel en bibliothèque, se sont progressivement substituées des modalités différenciées, qui font désormais une place importante au travail en commun. Les équipements s'adaptent, en offrant un nombre significatifs d'espaces de travail en groupe, de tailles variées, mais toujours dotés des équipements minimum nécessaires (prises électriques, accès wifi, etc.). Les usagers viennent massivement y travailler ensemble, plébiscitant ainsi ces nouveaux équipements. Autre évolution, la prise en considération de nouvelles postures de travail chez les usagers. Là où la seule posture possible et acceptée était jadis de type formel – assis sur une chaise, face à une table – on voit progressivement se répandre depuis quelques décennies des postures alternatives, qu'accompagnent voire favorisent les aménagements mobiliers intérieurs. On est ici et de plus en plus dans le registre de la posture informelle, mettant à profit des mobiliers de type tabourets, fauteuils, sofas ou encore poufs.

C'est ensuite l'accompagnement des pratiques pédagogiques dans l'enceinte même de l'équipement. L'organisation

des espaces physiques comme virtuels est pensée en amont pour favoriser l'apprentissage: multiplication des équipements mobiliers permettant de séparer sans isoler – c'est la notion d'espaces semi-ouverts, véritable mise en spectacle de l'activité pédagogique dans les murs – utilisation de matériaux transparents pour les salles de formation ou de travail en groupes, mise à disposition d'un environnement technologique propice à la mobilisation de sources externes, etc.

Parce que l'innovation est un des ressorts essentiels de la pédagogie, les usages émergents sont facilités, notamment par des équipements de type salle multi-usages / multifonctions, reconfigurables et ré-aménageables à l'envi^{xv}. La bibliothèque augmentée devient donc, elle-aussi, un lieu d'enseignement, mais pensé en complémentarité de la salle de cours – équipements coûteux mutualisés, accès en horaires décalés, etc.

C'est également la prise en compte, dans la bibliothèque augmentée et l'environnement qu'elle procure, des évolutions récentes rendues possibles par le web et les technologies émergentes. Le web connaît aujourd'hui des changements importants, qui ont fait émerger le concept de "web x.0", par opposition au premier web, le 1.0, celui de la mise en réseau. Sur ce socle, on assiste en effet au développement du web social, qui met les individus en relation, du web sémantique, qui met les contenus et les savoirs en tension, avec comme point focal à court terme la mise en articulation des deux pour créer le "web ubiquitaire", omniprésent, et déjà palpable à travers l'émergence de l'informatique dans les nuages – cloud computing – ou encore de l'internet des objets, encore balbutiant. Web social et web sémantique sont d'ores et déjà intégrés dans les préoccupations voire l'activité des bibliothèques^{xvi}. Autre évolution, la notion de multimédia, bien connue dans les bibliothèques depuis la diversification des supports qu'elles ont proposés dès les années 1980, est aujourd'hui dépassée au profit d'une plus grande perméabilité et interactivité entre supports: c'est l'émergence des notions de crossmédia^{xvii}, de transmédia^{xviii} et d'ubimédia^{xix}. Dans un avenir proche, on ne se contentera plus de juxtaposer les supports et les contenus avec une interactivité très limitée, on les mettra en tension permanente les uns par rapport aux autres, on les déclinera de manière globale et complémentaire, tout en prenant en compte les possibi-

^{xv} Comme par exemple au MIT Massachusetts Institute of Technology
^{xvi} Investissement du web social par les bibliothèques et implémentation prochaine des FRBR (Functional Requirements of Bibliographic Records, en français : Spécifications fonctionnelles des notices bibliographiques) pour les catalogues, qui visent à adapter les catalogues de bibliothèques aux contraintes posées par l'émergence du web sémantique
^{xvii} Un même média sur plusieurs supports, avec un fil narratif unique.
^{xviii} Un ensemble de médias complémentaires, avec plusieurs fils narratifs.
^{xix} Portage sur les outils mobiles connectés – téléphones, tablettes, etc.

« INVESTIR LA SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE : socialité et apprentissage »

lités offertes par la mobilité, qui permet de rester toujours connecté. La réflexion est aujourd'hui engagée chez les éditeurs, principaux fournisseurs de contenu des bibliothèques^{xx}.

Enfin, c'est l'apparition de nouvelles modalités d'apprentissage, que les bibliothèques augmentées devront intégrer. On connaît en effet, le e-learning, qu'on peut définir comme l'enrichissement de la formation à distance par les possibilités qu'offre l'internet. On voit aujourd'hui émerger l'apprentissage mobile ou *nomade*, qui consiste en un déploiement sur les outils mobiles dans une forme *ad hoc*. Demain, ce sera l'émergence de l'apprentissage *pervasif* – *pervasive learning* – avec l'introduction des potentialités de la réalité augmentée, de la géolocalisation ou encore de l'intelligence ambiante^{xxi}.

Des lieux emblématiques et faisant sens pour la communauté

Parce que ces nouvelles bibliothèques augmentées sont de grands projets appelés à devenir de grands équipements^{xxii}, parce qu'ils sont amenés à remplir des missions structurantes de diffusion des savoirs et de sociabilité, parce qu'ils ont généralement une mission sociale de tout premier plan, parce qu'ils (re-)façonnent en profondeur l'environnement dans lequel ils sont implantés^{xxiii}, ces lieux doivent nécessairement être porteurs de sens et de symbole.

Partout où ils sont implantés, les Learning Centres font signe urbain, leur implantation s'accompagnant d'une réflexion et d'une reconfiguration de leur environnement proche. De par leur monumentalité quasi systématique, mais aussi grâce à la mise en scène fréquente depuis l'extérieur de l'activité qui s'y déroule, au moyen notamment d'une ouverture physique sur l'environnement – un café ouvert, une terrasse, mais aussi et surtout par l'utilisation de la transparence, comme un leitmotiv commun à la plupart des projets, pour donner à voir ce qui se passe à l'intérieur, ces nouveaux équipements attirent et séduisent^{xxiv}.

Mise en scène externe mais aussi interne au bâtiment, qui met en abyme les espaces, joue sur les perspectives, jusqu'aux cheminements intérieurs eux-mêmes, qui sont parfois mis en espace^{xxv}. Et partout, une ambition jamais démentie en termes de qualité des matériaux,

des aménagements et des équipements. Parce que le respect par l'usager de l'outil mis à disposition passe souvent par la qualité du lieu qui lui est offert. Et surtout parce que la très forte fréquentation qui caractérise ces équipements dès leur ouverture nécessite d'une part le recours à des matériaux d'une durabilité et d'une qualité éprouvées, d'autre part des traitements acoustiques et lumineux adaptés à une affluence généralement proche des capacités maximales d'accueil du bâtiment. Tout le travail architectural et d'aménagement réalisé visant, en fin de compte, à faire du séjour de l'usager dans l'équipement une expérience sinon unique, du moins peu commune.

Compte tenu des enjeux et des coûts, la bibliothèque augmentée doit faire sens au sein de la communauté qu'elle vise à desservir. Cela passe par une association plus étroite encore des représentants des usagers potentiels, à travers des démarches de type *"focus groups"* – réunion de groupes tests autour d'un animateur – ou *storytelling* – présentation de scénarios mis en histoire pour que l'usager test s'identifie mieux au futur utilisateur de l'outil. Sans oublier la nécessité de médiatiser et de valoriser fortement l'insertion du projet dans la stratégie globale de la collectivité ou de l'établissement, dans toutes ses dimensions : politique, d'aménagement d'un territoire urbain, sociale, culturelle ou encore scientifique.

Les Learning Centres existants ou émergents se caractérisent enfin souvent par une insertion beaucoup plus profonde dans leur environnement que les bibliothèques traditionnelles. Là où par le passé des projets de bibliothèques, volontiers standardisés, s'avéraient largement transposables à d'autres environnements, les projets plus récents s'ancrent désormais plus fortement dans leur contexte propre. On assiste ainsi à un typage des projets, qui ne sont plus reproductibles à l'identique, même dans un environnement similaire^{xxvi}. L'équipement y gagne assurément en synergie avec son contexte comme en légitimité auprès de ses publics. En d'autres termes, le Learning Centre n'est pas une fin en soi, mais trouve sa justification dans la réponse à une problématique spécifique, qui doit elle-même participer de la stratégie de l'établissement ou de la collectivité. La boucle est bouclée.

^{xx} Voir le point de vue critique d'Olivier Ertzscheid, dans "l'article du futur sera une API", <http://owni.fr/2011/07/06/l'article-du-futur-sera-une-api/> ;

^{xxi} Sur toutes ces questions, voir A. Derycke, "Du e-learning au pervasive-learning : concepts, exemples et questions de recherche", conférence UBIMOB'06, <http://www-inf.int-evry.fr/~defude/UbiMob06/>

^{xxii} Avec des coûts d'investissements de plusieurs dizaines de millions d'euros, parfois supérieur à la centaine de millions, et des coûts annuels de fonctionnement et de personnels de plusieurs millions d'euros, parfois largement supérieurs à la dizaine de millions.

^{xxiii} Voir ainsi le caractère fondamentalement structurant pour le territoire de la bibliothèque publique OBA à Amsterdam, ou encore du Rolex Learning Center de l'EPFL de Lausanne

^{xxiv} Voir ainsi la façade principale du Saltire Centre, à l'université Caledonian de Glasgow, totalement vitrée, qui ouvre sur une agora passante et paysagère http://en.wikipedia.org/wiki/File:Glasgow_Caledonian_University,_Saltire_Centre.jpg,

^{xxv} Voir ainsi le Rolex Learning Center de l'EPFL de Lausanne; <http://www.funimag.com/photoblog/index.php/20100327/epfl-lausanne-rolex-learning-center/>

^{xxvi} Cela est particulièrement vrai des projets de Learning Centres en Nord-Pas de Calais, notamment de par le choix fort d'approches thématiques spécifiques

« INVESTIR LA SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE : socialité et apprentissage »

S'adapter à un environnement en permanente évolution

Les défis sont nombreux, qui bouleversent les certitudes et mettent les équipes dans un mouvement cinétique permanent.

C'est tout d'abord la question de l'adaptation des espaces et des services dans le temps. Les usages évoluent aujourd'hui à un rythme de plus en plus soutenu, faisant peser un risque majeur sur les équipements mis en œuvre à grands frais : l'obsolescence rapide. Il est donc essentiel que lieux et services soient pensés, dès leur conception, comme temporaires, transitoires et évolutifs, que les équipes soient sensibilisées à la nécessité de penser leur évolution dans le temps, dès leur ouverture, et tant dans leurs dispositifs virtuels que dans leurs espaces physiques. L'évolutivité des lieux est sans doute la plus difficile à mettre en œuvre. Elle passe par quatre points de vigilance dans les projets : adaptabilité, modularité, mobilité, maniabilité. L'adaptabilité des espaces doit être une préoccupation majeure : penser et réaliser les espaces de telle sorte qu'ils pourront, dans l'avenir, être affectés à un autre usage que celui prévu initialement^{xxvii}. La modularité doit permettre l'adaptation à l'intérieur des espaces, notamment afin de pouvoir reconfigurer des lieux aisément pour des usages temporairement différents : les Learning Centres se caractérisent en effet par des espaces plus largement modulaires / multifonctionnels^{xxviii}.

La mobilité se traduit généralement par l'introduction d'une partie de mobilier léger ou sur roulettes, notamment dans les espaces ouverts ou de travail collaboratifs, qui permet presque instantanément de ré-arranger l'espace à volonté^{xxix}. Enfin, les projets intègrent désormais une nécessaire maniabilité de certains mobiliers par les usagers eux-mêmes, avec la fourniture de tables collectives légères, de tabourets ou de poufs parfaitement mobiles, et autres équipements ouvertement laissés à la discrétion et la fantaisie des usagers^{xxx}.

C'est aussi la problématique de la place et de la valeur des collections à l'ère de la dématérialisation. Le numérique remet en effet en cause les schémas traditionnels issus du papier, qui fondaient largement la valeur de la bibliothèque sur l'importance quantitative de sa collection, alliée évidemment à sa richesse scientifique et/ou intellectuelle. Avec le numérique, la valeur de la bibliothèque bascule

vers l'importance du flux de ressources qu'elle peut procurer à ses usagers : on achète aujourd'hui de plus en plus un droit d'accès à une masse de ressources, droit généralement temporaire, car basé sur un abonnement à l'année civile.

C'est ensuite la question de l'équilibre entre un lieu et un ensemble de services dématérialisés voire distants. La force des nouveaux équipements réside dans leur capacité à allier harmonieusement d'une part un lieu physique fort et attractif et d'autre part des services virtuels à haute valeur ajoutée, sur place comme à distance, qui préfigurent/accompagnent/prolongent l'expérience physique de l'utilisateur fréquentant le lieu. Enracinement physique mais services dématérialisés offrent une alchimie aujourd'hui plébiscitée par les usagers.

C'est par ailleurs l'émergence de nouveaux outils, avec en point d'orgue la question de la mobilité. Les usagers sont de plus en plus équipés de téléphones mobiles connectés de nouvelle génération, dont le rythme de renouvellement technologique est extrêmement rapide, mais aussi de tablettes qui constituent comme le chaînon manquant entre l'ordinateur portable et le téléphone connecté. Nouveaux outils qui sont et que les usagers veulent de plus en plus présents dans leur activité quotidienne, y compris au sein de la bibliothèque augmentée, d'où l'émergence de services de plus en plus nombreux et riches spécifiquement adaptés à ces outils.

C'est également le développement de nouvelles pratiques, qui, intégrées au quotidien des usagers, se doivent nécessairement d'être pris en compte dans l'environnement des Learning Centres : le web social, l'hyper-proximité, la réalité augmentée, etc.

C'est enfin le diptyque autonomie - assistance. On assiste en effet à un double mouvement, d'une part une tendance à l'autonomisation de l'utilisateur, avec par exemple le développement des automates de prêts, qui lui permettent d'enregistrer lui-même ses emprunts, d'autre part le développement d'une assistance plus poussée à l'utilisateur, notamment à travers des services de renseignements et d'accompagnement dans ses recherches.

Nouvelle centralité du public, appelé désormais à séjourner dans le lieu comme à préfigurer puis prolonger l'expérience de sa venue, concentration des services autour de l'utilisateur, pierre de touche et

**Il est essentiel
que lieux et services
soient pensés,
dès leur conception,
comme temporaires,
transitoires et évolutifs**

^{xxvii} On pense par exemple aux salles informatiques dédiées, ou encore aux salles de références bibliographiques, qui ont eu leur utilité mais l'ont, aujourd'hui, perdue.

^{xxviii} La Permeke bibliotheek d'Anvers constitue une bonne illustration de cette modularité : le premier étage, qui présente l'essentiel des collections en libre-accès, peut-être reconfiguré en quelques heures, avec les étagères - sur roulettes - placées à la périphérie, libérant un grand espace central utilisé pour des concerts ou des manifestations festives.

^{xxix} Voir ainsi les grands pods de plastique blanc du Saltire Centre, à Glasgow. <http://www.flickr.com/photos/jiscinfo-net/146799840/>

^{xxx} Le Rolex Learning Center de Lausanne offre ainsi près de 200 poufs dans l'ensemble du bâtiment, que les usagers déplacent, rassemblent ou dispersent à volonté.

« INVESTIR LA SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE :
socialité et apprentissage »

Références

R. Oldenburg (1989).
The Great Good Place : Cafes, Coffee Shops, Community Centers, Beauty Parlors, General Stores, Bars, Hangouts, and How They Get You Through the Day.
New York. Paragon House.

M. Servet (2010).
Les bibliothèques troisième lieu. Une nouvelle génération d'établissements culturels,
Bulletin des Bibliothèques de France,
n° 55-4, p. 57-63

M.-F. Bisbrouck (Dir.) (2010).
Bibliothèques d'aujourd'hui : à la conquête de nouveaux espaces.
Paris. Éditions du Cercle de la librairie.

Collectif (2012).
Mettre en place un Learning Centre - enjeux et problématiques.
Rapport d'études de la Caisse des Dépôts et Consignations et de la Conférence des Présidents d'Universités.
http://www.cpu.fr/uploads/tx_publications/Rapport-learning-centre.pdf

S. Jouguelet (2009).
Les Learning Centres : un modèle international de bibliothèque intégrée à l'enseignement et à la recherche.
Inspection générale des bibliothèques,
rapport n° 2009-22.
http://cache.media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/2009/33/6/Rapport_Learning_Centers_7-12_RV_131336.pdf

point focal du dispositif, réaffirmation de la place éminente de la pédagogie, longtemps absente ou minimisée en France, création de lieux porteurs de sens et de symbole, qui séduisent par leur qualité architecturale et suscitent le consensus par les missions nobles et unificatrices qu'ils remplissent pour la communauté, souci constant d'adaptabilité à un environnement en perpétuelle et rapide évolution, telles sont les clefs de la réussite des bibliothèques augmentées – Learning Centres – ces nouveaux lieux du savoir et de l'apprentissage.

« INVESTIR LA SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE : socialité et apprentissage »

LA CULTURE EN TERRITOIRE DE SANTÉ : où comment élargir l'horizon des possibles?

Michèle Dard Barret

*Directrice adjointe de l'École Nationale
Supérieure d'Architecture
et de Paysage de Lille.*

*Déléguée aux affaires culturelles du CHRU
de Lille jusqu'en septembre 2012.*

À l'initiative de la politique culturelle au centre hospitalier régional universitaire de Lille, j'ai conduit avec les professionnels de santé et de la culture plusieurs réalisations visant à modifier la conception et la pratique de l'espace hospitalier.

Lieu de soin, de recherche, l'hôpital est aussi un lieu de vie qui accueille une importante communauté d'usagers. L'hôpital est le témoin de nombreuses mutations sociales, économiques, technologiques. La santé constitue un enjeu majeur de nos sociétés.

La politique culturelle du CHRU de Lille s'adresse aux différents usagers de l'hôpital: patients, personnels, visiteurs. Elle vise, via la création contemporaine dans sa pluralité disciplinaire, à participer à l'amélioration de la qualité du cadre de vie et du temps vécu à l'hôpital en favorisant l'innovation et l'émergence de nouveaux usages.

On peut citer notamment deux réalisations emblématiques qui traduisent cette mutation culturelle en territoire de santé. La commande publique de l'artiste Katsuhito Nishikawa pour l'hôpital Claude Huriez et la médiathèque de la cité réalisée par l'Atelier 9.81.

L'œuvre de Katsuhito Nishiakawa "*Phyllis Partitura*" est une intervention remarquable puisqu'elle s'inscrit sur plus de 4000m². Elle s'inscrit dans le cadre de la modernisation de l'hôpital Claude Huriez, établissement emblématique du CHRU de Lille. Elle vise à qualifier le parcours effectué par les visiteurs afin de favoriser une approche plus sereine de l'hôpital. L'artiste a conçu une œuvre qui se déploie à l'extérieur et à l'intérieur de l'hôpital, créant ainsi un cheminement favorisant l'accessibilité, le confort, l'expérience de la quiétude.

La cour d'honneur est un espace public rendu aux piétons qui peuvent apprécier la qualité du programme paysager et la clarté des parcours, grâce à l'implantation d'une trame lumineuse au sol. Dans la fluidité, le visiteur chemine jusqu'à l'établissement de santé, où il découvre un espace d'accueil et des galeries d'accès aux services traités avec la même exigence, le même souci de clarté et de qualité spatiale, tant visuel qu'acoustique.

La médiathèque de la cité s'inscrit sur le même site. Elle a vocation à accompagner la demande croissante des usagers d'avoir accès à une meilleure compréhension de ce qui se vit en territoire de santé. En partenariat notamment, avec la Direction

régionale aux affaires culturelles du Nord Pas de Calais, la ville de Lille, l'agence régionale de l'hospitalisation Nord/pas de Calais, la médiathèque départementale de prêt du Nord et la cité des sciences et de l'industrie de Paris; la médiathèque offre un nouveau service aux usagers de l'hôpital. Elle constitue par là même, un projet innovant par son ouverture sur la connaissance à travers les livres, la lecture et les nouvelles technologies.

Pour formaliser cette idée, les architectes d'Atelier 9.81 ont créé une nouvelle typologie de bibliothèque en proposant "non pas des pièces, mais du mobilier qui soit en mesure de qualifier un lieu, de lui conférer une identité, afin de permettre de multiples usages."

Le lieu accueille un large public en son sein. Il constitue un support à l'action culturelle, à partir duquel se déploie un programme de conférences, des résidences d'écrivains, des rencontres avec des compagnies de théâtre...

Pour poursuivre cette dynamique, le projet d'établissement 2012-2016 entérine la mise en place de la plateforme de la créativité, dont les orientations sont les suivantes:

- **Réfléchir une nouvelle place** pour l'usager (patients, personnels, visiteurs) en impulsant l'innovation de service à l'aide de la création contemporaine (design, architecture, art contemporain et numérique...) et en travaillant à la qualification des espaces hospitaliers.
- **Participer au développement** urbanistique du CHRU de Lille en favorisant la qualité des lieux, en travaillant notamment sur l'identité, les fonctions et les usages des lieux.
- **Faciliter l'ouverture de l'hôpital** sur la ville et son inscription sur le territoire, en initiant des partenariats favorisant la mise en place de réseaux d'échanges et de compétences, qui constituent une plus value pour l'ensemble des usagers de la communauté hospitalière. Ces actions qualifiées d'exemplaires ont pour dénominateur commun d'offrir au plus grand nombre, l'expérience d'un espace de qualité favorisant la rencontre et permettant d'adoucir quelque peu le caractère angoissant de l'hôpital.

« INVESTIR LA SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE : socialité et apprentissage »



**Anthony Puppo
et Vincent Lorthiois**

*Étudiants en Management
et Sciences Sociales - IAE Lille
École universitaire de management*

L'émergence des nouvelles technologies de l'information et de la communication, notamment d'Internet et des stockages "cloud", remet en question l'idée d'une bibliothèque qui se voudrait une simple accumulation quantitative d'ouvrages papier. La vision d'une bibliothèque comme lieu de travail canonique est d'autant plus dépassée que les services fournis aux usagers y sont désormais obsolètes.

Les enjeux sont donc nombreux pour que la "nouvelle" bibliothèque reste un lieu privilégié pour les personnes cherchant à trouver et utiliser de l'information.

L'une des réponses à ces évolutions est le Learning centre ou bibliothèque améliorée par les TICs. L'intérêt de ce type d'équipement est qu'il cherche à transformer la "bibliothèque", habituellement ennuyeuse, en un espace alliant travail et détente dans le but d'attirer des usagers et surtout de les y faire séjourner. Cette vision permet à ces "bibliothèques améliorées" de développer des services autour de l'utilisateur tout en veillant à l'évolution de ses besoins. En effet, il est bien question de répondre aux attentes des usagers. Nous, usagers des bibliothèques et étudiants, attendons d'une bibliothèque, des services rapides, accessibles et en adéquation avec les outils que nous utilisons tels que les Smartphones, ordinateurs et autres tablettes. La bibliothèque devient alors disponible partout et à toute heure, laissant son espace physique d'accueil à des activités de travail autonome et/ou en groupe telles que des révisions.

Le Learning centre prend aussi en compte les évolutions des formes de travail qu'implique notre société actuelle. L'ouverture des espaces de travail, l'architecture du bâtiment mais aussi le mobilier fonctionnel amène la bibliothèque à devenir un lieu où l'on souhaite se rendre non pas pour y emprunter un livre mais pour y bénéficier d'équipements de qualité. L'image du travail solitaire est battue en brèche par le développement du web social qui permet le partage d'informations et la collaboration entre usagers. Par ailleurs, la vision de l'apprentissage classique se voit complétée par des possibilités d'apprentissage à distance tels que le e-learning ou le pervasive learning mais surtout par l'usage d'espaces permettant de rencontrer d'autres usagers et de se détendre prolongeant ainsi de différentes façons l'utilisation de la bibliothèque.

Les Learning centres sont aussi conçus comme répondant à une problématique d'ancrage local et identitaire. Le but étant de rendre chaque établissement porteur de symbole. Par exemple, une bibliothèque universitaire impliquera des usagers jeunes et enclins aux nouvelles technologies ce qui pourrait se justifier par des horaires larges, la présence de Wifi et des restaurants, sandwicherie.

Enfin, l'enjeu qui est peut-être le plus important, est celui d'une forte adaptabilité des bibliothèques améliorée face aux évolutions des besoins des usagers. La forte obsolescence des équipements nécessite, en effet, des espaces multifonctionnels et du mobilier multi-usage. Admettons que la tendance soit à la totale dématérialisation des ouvrages, la bibliothèque doit permettre une réponse rapide. Par exemple via des tablettes ou ordinateurs en self service. L'investissement étant conséquent la création d'un nouveau service doit prendre en compte son déclin possible et/ou futur.

Les bibliothèques ont donc fort à faire pour rester un lieu attractif que ce soit pour des usagers comme nous, étudiants, ou comme pour des enfants, des actifs ou encore des retraités.

« METTRE EN ACTION LA CONNAISSANCE entre spatialité, complexité et approches différenciées : nouvelles configurations d'acteurs »

SPATIALITÉ de la connaissance et territoires

Alain Derycke

*Professeur émérite,
université Lille 1,
Sciences et Technologies*

Ce chapitre est un résumé de mes travaux initialisés par ma participation au groupe de travail Société de la Connaissance. Il s'agit donc de présenter seulement les grandes lignes de cette réflexion, sans vouloir apporter ici toutes les argumentations et toutes les références qui étayeraient mon analyse.

Je suis parti d'une question centrale et basique: "quelles relations pouvaient entretenir la connaissance et le territoire dans le contexte de la Société de la Connaissance?" Ou en d'autres termes quel pouvait être la spatialité ou la géographie de la connaissance? Par territoire j'entends non seulement les territoires au sens économique et politique, et pouvant être placés sous la responsabilité des collectivités territoriales, mais également des organisations spatiales de plus petite taille comme les zones économiques dédiées à l'innovation (comme Euratechologies, la Haute-Borne ou Eurasanté pour la métropole lilloise) et aussi des lieux spécialisés comme les campus de l'enseignement supérieur ou les Learning Center.

J'ai choisi de faire une analyse de la Société de la Connaissance, et du concept de société de l'information qui lui est sous-jacent, sans aprioris critiques ou en mettant en doute son existence même. Pour cela je mobilise les connaissances que j'ai de l'intérieur en tant que chercheur scientifique, c'est-à-dire d'un acteur engagé dans la développement de la société de la connaissance via les TIC et la conception des nouveaux outils et usages. Je me démarque donc de très nombreux travaux, notamment universitaires, qui eux fondent leurs analyses critiques de la société de l'Information d'après la littérature, la communication, faites par ses défenseurs ou ses promoteurs dans le monde politique, économique, des médias... Cependant, en creux, ma réflexion débouche également sur une analyse critique des proclamations et croyances qui entourent cette émergence d'une Société de la Connaissance, car d'un point de vue plus systémique elles ne correspondent pas aux propriétés réelles, structurelles, et aux mécanismes fondamentaux qui sont réellement à l'œuvre dans le substrat (l'info-structure) censé porter, développer, cette nouvelle société.

Je me garderais bien ici de vouloir définir précisément ce que connaissance signifie, car c'est un trop vaste chantier. Mais il est utile de préciser quel sera mon point de vue sur la connaissance. En effet, ce qu'il

pourrait y avoir pour moi de nouveau dans la dite société de la connaissance – après tout depuis toujours les sociétés passées, reconnues comme telles, n'étaient-elles pas des sociétés de la connaissance? – c'est la dimension non seulement culturelle mais aussi économique de la connaissance, comme facteur central et prédominant de la différenciation (des territoires?) dans la compétitivité. Cela signifie que, bien que conscient de l'importance culturelle de la production et de la dissémination de la connaissance, par exemple pour un mieux-être ou un mieux-vivre ensemble, je considère surtout la connaissance dans sa capacité à être mise en action, utile et utilisée, notamment pour la production d'innovations. Que celles-ci soient technologiques ou de services, qu'elles soient à visée économique ou à visée culturelle, sociale... En tout ceci en faisant l'hypothèse, sans doute contestable, que les technologies de l'information et de la communication, les technologies du numérique, seraient le moteur central de l'émergence de cette société de la connaissance.

Dans ce résumé je fais l'impasse volontairement sur une autre dimension fondamentale de la connaissance et du territoire qui est le rapport au temps avec les différentes temporalités de type cognitif, épistémique, mnésique, pour la connaissance et l'individu, et de type historique, culturel, pour le territoire. Il conviendrait en fait de traiter la dimension spatiotemporelle de ce problème afin de prendre en considération le cheminement réel de la construction et de l'acquisition des connaissances.

Deux thèses en présence

Dans les analyses critiques existantes sur ces évolutions de la société de la connaissance il existe souvent deux thèses radicalement opposées. Notre hypothèse est que ces thèses ne sont pas antagonistes mais qu'elles entretiennent dynamiquement des rapports dialectiques dans cette phase d'émergence de la société de la connaissance.

Thèse 1 : L'information, la connaissance, "distribuées" par le réseau Internet

C'est la thèse bien connue sur les effets des progrès du transport, dans notre cas celui de l'Internet. Grâce à l'Internet il aurait une baisse dramatique du coût de ce transport et une accélération des vitesses d'acheminement. Ceci serait

Mots-clés

*société de l'information,
société de la connaissance,
Internet, territoire,
innovation, spatialité,
centralisation Vs distribution,
cognition, apprentissage*

« METTRE EN ACTION LA CONNAISSANCE entre spatialité, complexité et approches différenciées : nouvelles configurations d'acteurs »

conforté par la capacité à stocker en tous lieux de très grandes quantités d'information. Les défenseurs de cette thèse prétendent que ces flux importants, et la grande multiplicité des chemins d'accès, rendent, en terme d'accès à l'information, les différenciations géographiques momentanées et vouées à disparaître dès apparition. Il aurait donc à l'œuvre de puissants mécanismes de partage de la connaissance dans un monde ouvert et altruiste.

On ne peut nier que le développement de l'Internet, lié à la globalisation de l'économie, a eu un impact important sur l'évolution des entreprises tant sur le plan managérial que sur le plan de l'innovation avec la mise en réseau de la connaissance interne avec celle externe, et l'augmentation résultante de la capacité à développer de nouveaux produits, de nouveaux services, de nouveaux marchés notamment avec l'essor du e-commerce. C'est en accord avec le troisième *"le nouvel esprit du capitalisme"* tel que le décrivait Boltanski et Chiapello en 1999.

On peut seulement s'interroger sur les limites du partage de la connaissance dans un monde ouvert, presque sans concurrence, et sur sa dimension non-économique, avec le principe de réciprocité généralisée, qui présiderait à ce partage et au développement du capital social de ceux qui y contribueraient. Mais comme le disent les anglophones *"il n'y a pas de repas gratuit"*. Une nouvelle économie, celle dite des plates-formes (à la *Itune*), s'est développée avec de nouveaux modèles d'affaires pour valoriser l'information et la connaissance. Il faut savoir que, sur Internet, si l'on ne vous vend rien directement, c'est que l'on vous vend vous... à d'autres (en tant qu'identité, prospect qualifié, audience, cerveau libre et perméable à la publicité...).

Derrière cette thèse 1 de la diffusion massive, il y a le mythe de la profusion : l'information est disponible, le plus souvent gratuitement, en très grande quantité. À la qualité, le consommateur préfère la quantité, et les plaisirs d'une accumulation pouvant devenir compulsive. Pour s'en convaincre il suffit d'étudier les évolutions rapides de la diffusion de la musique ou de la vidéo et des modalités de consommation chez les plus jeunes.

Thèse 2: Le monde de la connaissance ne serait pas plat !

Cette thèse met en avant la prééminence du territoire et l'ancrage de la connaissance en son sein. Les effets de concentration jouent à plein et pour certains territoires cet atout est déjà assez ancien et ne doit rien à la société de l'information. Cette thèse s'appuie également sur l'importance d'articuler anciennes connaissances, pas visibles sur Internet, et nouvelles connaissances (avec des aptitudes pour les détecter), et démontre le rôle de la découverte fortuite et des états d'esprit favorables à l'innovation. Mais ces aptitudes ne se rencontrent pas sur tous les territoires.

Neussburger, géographe et éditeur du livre *"Milieus of Creativity: An Interdisciplinary Approach to Spatiality of Creativity"*, part du constat que la connaissance est enracinée dans les gens, et que certaines catégories de connaissances comme les compétences, les aptitudes, et les habilités cognitives à engendrer de la connaissance, toutes les connaissances tacites, sont difficiles à transférer d'une personne à une autre. Il existe donc toujours des **disparités spatiales**, notamment liées à la division du travail que l'homme a introduit dans la société, depuis fort longtemps. Il y a toujours des **concentrations de connaissances** en des lieux et territoires. Et ce malgré le développement technologique permettant le transport instantané et à faible coût des informations.

Pour expliquer cela il faut étudier les relations qu'entretiennent connaissance et pouvoir. Ils ont besoin l'un de l'autre et se transforment mutuellement et s'auto-favorisent. La connaissance supporte le pouvoir dans trois domaines :

- son maintien par des aides à la prise de décisions, des compétences pour l'analyse des situations...
- sa légitimation : via les prêtres, les scientifiques, les experts aujourd'hui... ceux qui ont la connaissance ;
- sa cohésion : par la diffusion de **normes**, croyances, idéologies partagées que les organisations chargées de la connaissance doivent créer, disséminer, défendre.

Il y a une construction spatiale dissymétrique du pouvoir avec des **centres** et des **périphéries**. La production et la dissémination de la connaissance sont très différentes entre le centre et la périphérie. Ce qui entraîne que les spécialistes, ayant

**À la qualité,
le consommateur préfère
la quantité, et les plaisirs
d'une accumulation pouvant
devenir compulsive**

« METTRE EN ACTION LA CONNAISSANCE entre spatialité, complexité et approches différenciées : nouvelles configurations d'acteurs »

un haut niveau de compétence et d'aptitude, sont fortement concentrés dans les centres. Alors que les activités, qui ne requièrent qu'une faible compétence, montrent une tendance à la dispersion et à la décentralisation.

Neussburger explique aussi que le transfert de connaissance, sa mobilité, reste aussi difficile, malgré le développement des TIC. Les connaissances seraient donc assez fortement liées aux centres de pouvoirs et auraient des difficultés, non seulement à voyager, mais aussi à être mobilisées dans un autre centre.

Par contre cette thèse 2 ne prend pas en compte la mobilité devenue extrême des détenteurs de la connaissance (experts, créatifs, scientifiques) et le fait que les atouts, acquis des centres, sont de moins en moins durables, notamment dans une économie globalisée. Pour s'en convaincre il suffit de voir le développement des capacités de recherche de L'Inde et de la Chine.

sateur (exemple : les blogs pour l'expression personnelle) et centralisateur (Facebook) mobilisant des forces antagonistes : Entre la mobilisation des individus voulant le maintien des échanges et du contrôle, voire d'une gouvernance, en pair-à-pair et la gratuité ; et des organisations marchandes ou politiques qui veulent une centralisation, une forme de surveillance, synonyme de valorisation économique ou du pouvoir (la recherche de l'audience). Voir la figure ci-après où chaque type d'organisation de la communication numérique interindividuelle ou collective est tantôt centralisé tantôt décentralisé avec un mouvement de balancier, le préfixe hyper caractérisant le pouvoir multiplicateur de la technologie.

Les règles capitalistiques, avec les principes d'accumulation du capital, jouent un rôle essentiel à l'échelle mondiale pour déterminer la création des centres, inscrits dans des territoires, et des périphéries. Avec l'hégémonie actuelle des États-Unis, nous ne sommes, nous français, que les banlieusards de la société de la connaissance.

Avec l'hégémonie actuelle des États-Unis, nous ne sommes, nous français, que les banlieusards de la société de la connaissance

La vraie nature de l'Internet entre hypercentralisation et hyperdistribution

La naissance de l'Internet dans les années 70 et les mythes d'une société libertaire vont de pair dans l'imaginaire collectif. Mais face à cette vision idyllique il faut rappeler que l'Internet en tant qu'infrastructure technologique et économique, est ambivalent. Il est à la fois décentrali-

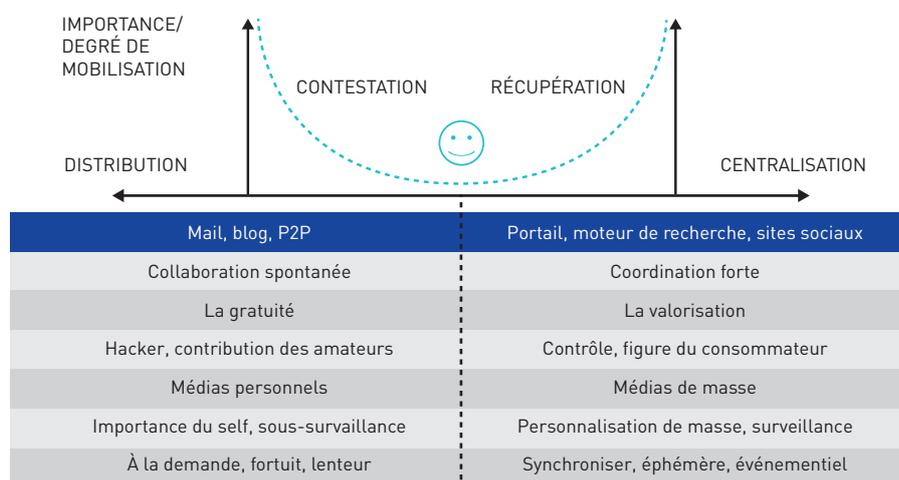
La connaissance ? Incarnée, Contextuelle et Collective

D'une manière simple il faut rappeler que la connaissance, mais aussi l'intelligence, sont :

- **Incarnées** : car elles doivent s'inscrire dans l'individu en tant qu'être biologique. Il faut reconnaître le rôle fondamental de l'apprentissage humain

Figure : les deux versants de l'internet et leur caractéristiques

Internet entre Hyper-Distribution et Hyper-Centralisation : le pendule de l'histoire



« METTRE EN ACTION LA CONNAISSANCE entre spatialité, complexité et approches différenciées : nouvelles configurations d'acteurs »

Il ne suffit pas de décréter que les connaissances doivent être capitalisées et, sous une forme encodée numériquement, mises à disposition des membres d'une organisation, pour que celle-ci devienne plus performante

pour l'acquisition des connaissances et le développement de l'intelligence chez les individus. Dans une approche constructiviste de l'apprentissage la dimension sociale et le rôle d'autrui, le tiers instruit, sont importants. La construction de connaissances nouvelles doit s'articuler avec le socle de connaissances préalables de l'individu. Ceci posant le problème de l'oubli nécessaire à la construction de savoirs et ses chemins tortueux ;

- **Contextuelles** : la compréhension et l'acceptation d'une connaissance à visée opérationnelle, notamment pour innover, sont liées aux contextes de l'apprenant. L'exemple du Knowledge Management dans les grandes entreprises à l'heure de la globalisation, préconisé dans les années 90, et son échec relatif depuis, montre qu'il ne suffit pas de décréter que les connaissances doivent être capitalisées et, sous une forme encodée numériquement, mises à disposition des membres d'une organisation, pour que celle-ci devienne plus performante. La redécouverte de l'importance des connaissances tacites, difficilement codifiables et transmissibles, a redonné une place à autrui : on ne recherche plus une connaissance stockée dans l'organisation, mais on cherche à identifier quelqu'un qui sait et à échanger avec lui, à négocier le partage ;

- **Collectives** : Avec les réseaux sociaux, les communautés de pratiques, on a redécouvert les vertus de l'intelligence collective, par exemple pour la résolution de problèmes complexes. Il faut aussi mentionner le courant Open Innovation qui propose aux organisations de faire appel aux compétences, expertises externes, pour innover, notamment en mobilisant les futurs clients, usagers, potentiels pour qu'ils co-conçoivent les produits et services de demain.

Le succès de la Silicon Valley : que nous apprend-t-il en réalité ?

J. Seely-Brown et P. Duguid se sont interrogés sur ce qui faisait le **mystère** du succès de la Silicon Valley, alors que les prédictions faites par de nombreux économistes, depuis près d'un siècle, annonçaient la disparition inéluctable des clusters industriels, suite à l'amélioration constante des technologies de la communication et du transport des biens.

Des prédictions toujours fondées sur "la mort de la distance", et sur une société organisée autour des flux de connaissances.

Or ces clusters existent toujours, notamment dans la Silicon Valley. Ces auteurs avancent l'argument suivant pour expliquer ce phénomène : les pratiques collaboratives et leur contribution à la dynamique de la connaissance seraient plus importantes que l'impact supposé des TIC (qui produiraient elles des forces centrifuges). De plus il y aurait dans l'air (l'**ambient**) quelque chose d'indéfinissable, de mystérieux, qui serait favorable à la production de la connaissance et à sa mobilisation dans l'innovation, et que cela serait donc très difficile à dupliquer sur d'autres territoires.

Dans ces travaux il apparaît que la connaissance aurait une forte adhérence au territoire ce qui rendrait sa réutilisation ailleurs assez difficile, voire impossible pour certains types de connaissances.

Dans la Silicon Valley il y a, à l'évidence, un très haut niveau de connaissance qui ne s'explique pas uniquement par la présence d'universités prestigieuses ou de laboratoires de recherche privés. Cette connaissance de haut niveau existe bien sûr **dans** des entreprises (comme INTEL, Google, Oracle) mais aussi **entre** les entreprises, au travers de réseaux informelles, des communautés de pratiques. Il y existe aussi, d'une façon également très distribuée, une très bonne connaissance **sur** les entreprises constituant la Silicon Valley et ceci est largement **partagé** par toutes les personnes qui y travaillent. Cela facilite la **mobilité professionnelle et l'osmose**. Cela passe aussi par une connaissance **ambiante** de ce que font les concurrents. Et cela favorise l'émulation permanente entre les entreprises. Ces processus d'actions et de réactions entre proches concurrents conduisent ceux-ci à un cycle rapide dans la spirale de l'innovation.

Qu'est qui fait que cette connaissance devienne **ambiante** ? Des connaissances valables (pour le développement de la Silicon Valley) ne se diffusent pas chez les personnes, si celles-ci ne sont pas impliquées dans leurs compétences, leurs aptitudes, leurs pratiques où ces connaissances peuvent s'appliquer. Il est important qu'il y ait également des **pratiques partagées** pour que les connaissances puissent être créées et circuler rapidement.

« METTRE EN ACTION LA CONNAISSANCE entre spatialité, complexité et approches différenciées : nouvelles configurations d'acteurs »

Références

- Meusburger, Peter
Joachim Funke et Edgar Wunder
*Milieus of Creativity: An Interdisciplinary
Approach to Spatiality of Creativity*
Springer Verlag, Berlin, 2010
- Colin, Nicolas, Verdier Henri,
*L'âge de la multitude : entreprendre et
gouverner après la révolution numérique*
Armand Colin éditeur, Paris 2012.
- Mathien, Michel (sous la direction de)
*La "Société de l'Information"
entre mythe et réalités*
Bruylant éditeur, Bruxelles, 2005
- Stiegler, Bernard (sous la direction de)
*Le Design de nos existences à l'époque
de l'innovation ascendante.*
Mille et Une Nuits éditeur, Paris, 2008
- Boltanski, Luc. Chiappello Ève
Le Nouvel esprit du capitalisme
Gallimard, Paris, édition 2011

**Le développement du capital
humain, du capital social,
doit être une priorité
à l'échelle du territoire,
notamment grâce aux TIC et
au développement
des communautés
de pratique sur le Web**

Réinventer le territoire en tenant compte des apports de la société de la connaissance

Qu'importe de savoir si la société de la connaissance est bien la caractéristique majeure d'une transformation radicale de notre société sous l'impact des nouvelles technologies du numérique ou, au contraire, si elle n'est que la confirmation des forces du marché sur la marchandisation de la connaissance. Quoiqu'il en soit, cela pose problème aux territoires et à leur compétitivité, attractivité. Trop souvent la réponse des responsables de ces territoires, au sens que nous avons retenus dans notre introduction, est en terme d'infrastructures, comme l'atteste les actions en faveur du large bande pour les réseaux numériques ou les initiatives d'aménagement de type technopole à la Silicon Valley. Mais il y a peut être d'autres visions à envisager pour leur développement et leur performance (cognitive ?) dans un monde globalisé.

Il y a en cours des évolutions technologiques récentes illustrant ce que nous avons dit sur la nature d'Internet et son ambivalence. L'information de toute nature et numérisée, mais aussi l'**informatique** elle-même – car le code (le logiciel) sont aussi des connaissances en mobilité – se virtualisent de plus en plus en étant dans les "nuages" (Cloud Computing) avec le naissiance d'un mouvement Open et Big Data, et l'accessibilité en tous lieux, tous temps et à la demande. Les données numériques, avec leurs sémantiques rendues visibles par les technologies du Web 3.0, sont le prochain enjeu décisif. Cette tendance est autant porteuse de centralisation, au bénéfice des exploitants du Cloud, que porteuse de distribution en tous lieux, tous temps notamment avec les technologies dites mobiles et le sans fil. C'est l'émergence du concept d'**Ubimédia**.

Mais on peut déceler qu'avec l'émergence de l'Internet des Choses, et la possibilité de produire des informations géolocalisées, il y a une **re-spatialisation** de l'information et la possibilité d'inscrire de la connaissance, non seulement dans les objets, mais aussi dans les lieux et places, dans la géographie intime d'un territoire. L'émergence de l'Intelligence Ambiante et des concepts du Context-Aware, permettra de produire de nouvelles connaissances en tenant compte des situations locales, et donc d'être potentiellement plus pertinentes pour le territoire et mobilisables dans une démarche d'innovation et de compétitivité.

Pour réinventer le territoire dans le contexte de la société de l'information, il me semble que deux voies doivent être menées simultanément et en interaction forte :

- **La voie de la connaissance territoriale** : c'est-à-dire utiliser le potentiel du Web, notamment sémantique, et du big data, et des outils de cartographie de la connaissance en relation avec la géographie, afin de détecter les potentiels du territoire, ses capacités à créer, innover... Cette approche est réflexive car elle utilise la connaissance sur la connaissance, dans le contexte d'un territoire et au profit de se développer économiquement, social et culturelle, et donne un moyen d'agir à tous les acteurs pour peu que cette connaissance leur soit rendue accessible ;
- **La voie de l'intelligence collective à l'échelle du territoire** : il faut favoriser la participation de tous, organisations ou personnes, dans une culture du partage et de la co-conception de l'avenir du territoire. Les mécanismes de l'innovation ouverte doivent être mobilisés pour enrichir la palette des solutions aux problèmes posés. Ceci est particulièrement vrai lors de la conception de nouvelles infrastructures ou de services publics. Les usagers doivent être associés dès les phases amonts de la conception, dans une démarche centrée sur les usages. Enfin le développement du capital humain, du capital social, doit être une priorité à l'échelle du territoire, notamment grâce aux TIC et au développement des communautés de pratique sur le Web. C'est la seule façon d'obtenir que le territoire soit à la fois fermé et protecteur des connaissances locales, notamment tacites, et ouvert sur l'extérieur perméables aux connaissances externes. Cette démarche est susceptible de voir se développer une ambiance favorable similaire à celle de la Silicon-Valley et porteuse d'une meilleure compétitivité par l'innovation.

**Ce que certains pôles de
compétitivité n'auraient pas
su faire sur leur territoire ?**

« METTRE EN ACTION LA CONNAISSANCE
entre spatialité, complexité et approches différenciées :
nouvelles configurations d'acteurs »

LA DÉMATÉRIALISATION en question

Fabienne Giard

*Docteure en sociologie du travail,
ingénieure de recherche
université Lille 3*

Dans une région qui souhaite développer l'accessibilité des nouvelles technologies à tous, l'auteur nous rappelle qu'accroître la technicité sans tenir compte des espaces travaillés et/ou vécus limite l'incidence, l'impact que nous en attendons.

Le développement d'un territoire est plus lié à l'émulsion existante entre les personnes et les espaces qui le composent qu'à la prolifération matérielle ou immatérielle des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Ainsi, alors nous pourrions penser que l'individu n'est plus lieu d'être ; Les trois facteurs que sont le rôle de l'apprentissage humain, du contexte de l'apprenant et de l'intelligence collective comme porteur de création et d'innovation, lui redonnent sa position centrale.

Dans la vie courante, peut-on dire que nous sommes également au centre de ces transformations ? Si les données nous concernant sont centrales, la dématérialisation des données, à travers les processeurs, les dispositifs électroniques, m'amènent à penser qu'en qualité d'individu pensant et agissant, je suis transporteur simplement de ces données.

Nous avons tous eu cette expérience : notre billet de transport est devenu un E-billet. Il a bien été mentionné au cours de la réservation électronique que l'E-billet ne constitue pas un billet. Le transporteur a pensé à tout, il nous délivre gracieusement une carte prestigieuse grand voyageur où se trouve un "hologramme". Les données correspondantes à nos trajets sont enregistrées à partir de ce dernier. Nous ne pouvons cependant pas lire seul cet "hologramme", nous devons être assistés d'un terminal. Le contrôleur est lui aussi capable à l'aide d'un appareil spécifique de nous donner l'heure, le wagon, la place. D'ailleurs en réalité, à la montée du train, il ne vous informe pas de ces éléments, il valide le déplacement. Parfois, la simple possession de la carte permet d'accéder au train. L'immatérialité demande à l'individu de rentrer dans une autre perception, dans un nouveau mode de vie. De retour de mon trajet aujourd'hui, je suis incapable de dire si je suis en règle. Le débit sur mon relevé bancaire, d'ici quelques jours me donnera sûrement cette preuve écrite.

Moyen d'authentification, moyen d'enregistrement des données, le système permet au fournisseur de mieux gérer les consommations globales du réseau. En qualité d'usager, il est mis en avant la rapidité, l'économie, la sécurité. Est-ce que ces éléments sont vraiment pour la personne ? Obtenir son trajet nécessite l'acquisition d'un ordinateur, d'une imprimante, l'abonnement ou l'adhésion à différents fournisseurs (transport, accès internet, bancaire), si le prix du billet demeure identique, le budget familial se déplace, baissant la part alimentaire pour se diriger vers l'industrie de nouvelles technologies. Au cours du processus, des données parfois personnelles, ont transité d'un serveur à un autre. En toute sécurité nous dit-on, une chose est sûre : il semble qu'une partie de ces données ne nous appartient plus. Enfin, pendant l'ensemble de ce processus ubiquitaire, nous perdons l'échange avec l'autre : le répondeur vocal est bien loin, du sourire et du savoir-faire de la guichetière ou du guichetier. Au fait qu'advient-il de ces métiers et de ces personnes ?

« METTRE EN ACTION LA CONNAISSANCE
entre spatialité, complexité et approches différenciées :
nouvelles configurations d'acteurs »



**Anthony Puppo
et Vincent Lorthiois**

*Étudiants en Management
et Sciences Sociales - IAE Lille
École universitaire de management*

De notre point de vue la spatialité est importante: l'impact du climat qu'il soit économique, social voire météorologique affecte directement la centralisation et la création de connaissances. Par ailleurs, la concurrence locale maintient une diversité des entreprises qui stimulent tant la compétitivité que l'attractivité. Ce dynamisme local a une influence synergique sur l'élaboration et le développement de la connaissance. Cependant la connaissance nécessite des prérequis: son apprentissage et son développement sont propres à chacun. Ces capacités sont difficilement transférables et dépendent des prédispositions cognitives des individus. De même que les liens entre les gens concernant la diffusion de l'information sont également importants, tout comme la capacité à transmettre et à recevoir la connaissance, ce qui, d'ailleurs, remet en cause le fait que les gens soient de plus en plus individualistes et échangent de moins en moins.

La *Silicon Valley* est un bon exemple de territorialité de la connaissance. Cet environnement réunit toutes les dispositions propices à la créativité en centralisant des entreprises créatives (critère spatial), et les universités alentours (critère de compétence). L'émulation des différentes entreprises crée une "*bulle de connaissance*" grandissante via le partage de découvertes et la mobilité des cerveaux inter-entreprises.

Mais un climat de liberté favorise aussi la connaissance: si chacun est libre, il pourra davantage exprimer ses idées et développer son potentiel créatif. De même le dialogue entre les individus sera facilité, ce qui fait que les gens pourront évoluer plus vite.

Pourtant ce ne sont pas forcément les réseaux sociaux et Internet qui favorisent l'innovation: ils sont davantage une source de diffusion et de contrôle de l'information. Ainsi l'individu lui-même peut devenir information (achats, visites de sites internet, données, etc.). Certes Internet a amené une accélération de l'information ainsi qu'une grande disponibilité de données. Cet outil révolutionnaire pose cependant de nouvelles problématiques. En effet, de nouveaux problèmes quant à la spatialité, la compétence et la qualité de l'information se posent: Les informations déversées sur "*la toile*" sont parsemées d'erreurs et d'incertitudes, la quantité influe forcément sur la qualité. De plus, la recherche de rapidité quant au transport de l'information amène un contenu allégé et standardisé souvent vide de sens. L'image de la gratuité de l'information sur Internet reste donc une utopie qui voudrait que l'information soit gratuite, de qualité et disponible pour tous et à tout moment.

Mais surtout Internet ne répond pas à la question essentielle: Comment faire se rencontrer deux personnes disposant d'informations pertinentes l'une pour l'autre et prêtes à construire une connaissance commune?

« METTRE EN ACTION LA CONNAISSANCE entre spatialité, complexité et approches différenciées : nouvelles configurations d'acteurs »

POUR UNE CONCEPTION INTEGRÉE des cités de la connaissance

Beth Perry et Tim May

*Chercheurs au laboratoire SURF,
Salford university
traduction Isabelle Kustos,
IAE Lille*

*Beth Perry a été invitée
comme professeur à l'IAE Lille
et le laboratoire Lille Économie &
Management en novembre 2012.*

*À cette occasion une séance interfabrique
du collège de prospective a été organisée.*

***Dans la situation actuelle de
dette, une survalorisation
de l'économie de la connais-
sance et de l'innovation
pourrait compromettre
les relations de bonne
intelligence tissées depuis
une dizaine d'années***

Les villes et leurs régions ont progressivement été considérées comme les lieux critiques susceptibles de relever les défis d'une croissance basée sur la connaissance, apparus au XXI^e siècle. La connaissance se voit alors accorder un rôle central dans la croissance économique et la compétitivité. Ainsi dans le cadre des politiques internationales, nationales et sub-nationales les villes sont dorénavant amenées à jouer un rôle clé dans le développement d'une économie de la connaissance capable d'orienter la science, la technologie et l'innovation vers la création de richesses et la croissance économique. La nature des réponses apportées aux échelles nationales diffère cependant. Dans certains pays des initiatives ont été spécifiquement conçues et financées pour soutenir les capacités d'innovation issues du développement urbain, pour créer des clusters basés sur les capacités d'expertise issues de l'enseignement supérieur, ou encore pour favoriser les plateformes collaboratives public-privé, et la transition vers une société moins polluante. En France la création des Pôles de compétitivité et des Pôles d'enseignement supérieur et de la recherche (PRES) font partie

de ces initiatives. De la même manière le soutien aux cités de la connaissance prend diverses formes spécifiques selon le positionnement des villes vis-à-vis de l'innovation, qu'elles soient "en retard" ou "au premier rang". Certaines grandes villes encore choisissent de trouver elles-mêmes les réponses aux défis d'un développement basé sur la connaissance. Dans ce contexte, les liens entre les villes et les universités sont de fait considérablement impactées. Plus particulièrement dans la situation actuelle de dette, une survalorisation de l'économie de la connaissance et de l'innovation pourrait compromettre les relations de bonne intelligence tissées depuis une dizaine d'années et fragiliser une conception véritablement intégrée des cités de la connaissance telle que définie dans le tableau 1.

Cette contribution présente une série d'initiatives prises par le laboratoire SURF (pour un développement urbain durable et les futurs régionaux) de l'Université de Salford (Manchester) et permet de récapituler les problèmes clés et les tensions à l'œuvre autour du concept de "cités de la connaissance".

Tableau 1 : Les tendances-clés de l'étude "Univer-City"

D'une conception passive des impacts à l'activation du partenariat	Porter un regard croisé sur les contributions provenant de différents types d'activités
De l'instrumentation économique à l'engagement de communautés de connaissance	Prendre en compte le rôle des différentes disciplines et connaissances dans le développement urbain à travers des alliances multi-niveaux
Des effets directs tels que l'emploi et les dépenses des étudiants aux contributions indirectes sur l'environnement et la société	Réinterroger la notion d'université pour reconnaître sa dimension multi-facette

Où en sommes-nous ?

La recherche des avantages compétitifs basés sur la connaissance irrigue le développement urbain et régional. Les espérances sont élevées qu'il s'agisse d'obtenir des résultats sur le développement économique, social, culturel, éducatif ou sur la santé et l'environnement. Alors que les faiseurs de politiques publiques sont clairs sur ce qu'il est nécessaire de faire, ils accordent moins de considérations à savoir comment et à quelles condi-

tions l'obtenir. C'est ainsi que se pose la question du rôle de l'université dans les nouvelles politiques urbaines orientée vers l'économie de la connaissance. Ces politiques ont connu un essor formidable. Lors de ce processus la mesure des enjeux a été prise et les réussites emblématiques sont devenues autant d'exemples à suivre pour de nombreuses villes et régions. Certaines grandes villes les présentent comme des solutions miracles susceptibles d'être exportées partout ailleurs.

Mots-clés

*cités de la connaissance,
développement urbain,
universités,
partenariats locaux,
capacités d'innovation*

« METTRE EN ACTION LA CONNAISSANCE entre spatialité, complexité et approches différenciées : nouvelles configurations d'acteurs »

D'autres tentent de réunir ce qu'elles considèrent être les ingrédients du succès comme s'il existait une "recette à base de connaissance" prompte à générer l'innovation et le développement. Pour réunir ces ingrédients, les efforts convergent vers le fait d'attirer des scientifiques exceptionnels ou des étudiants internationaux, de mettre en place des clusters biotechnologiques ou des "digital hubs" ou encore de construire de nouveaux parcs scientifiques.

Pourtant les pressions qui portent sur les universités devraient être d'un tout autre ordre. Les universités exercent en effet de nombreux rôles : éduquer et former les étudiants, produire une recherche d'excellence au regard des pairs, innover pour développer la productivité en tissant des collaborations avec les partenaires extérieurs, produire une recherche utile et pertinente aux yeux d'organisations donneuses d'ordre, contribuer aux affaires localement et "globalement" et favoriser l'épanouissement des valeurs civiques.

C'est ce mélange difficile à réaliser qui crée des tensions entre les grandes villes et leurs universités. Car dans la pratique, sous l'effet des impératifs économiques et politiques qui vont de paires, la reconnaissance des villes et de leurs universités s'appuient sur les mêmes labels, le même type de reconnaissance.

Être labellisé "world class", signifie être "excellent" ou "exceptionnel"; cette association est présentée comme un tout allant de soi. A contrario être local ou régional n'apparaît pas comme un jugement de qualité. Pourtant une approche différenciée tenant compte des contextes locaux est nécessaire pour repenser les défis économiques et écologiques que les villes auront à relever au XXI^e siècle.

Pour mettre en œuvre cette approche différenciée, il importe de dénouer les cadres dominants qui déterminent le rôle que les villes et les grandes villes peuvent jouer sur les grands défis contemporains et de renouer en retour les nouvelles connaissances, les préoccupations sociales et les nouvelles voies pour favoriser le développement. La question centrale n'est pas alors de savoir ce qui devrait être fait, mais plutôt comment, par qui, en s'appuyant sur quelles ressources et pour quels résultats.

Dénouer la connaissance

Quand on pense les relations entre connaissances, villes et universités un certain nombre de polarisations infécondes s'imposent et nuisent au sens des interventions urbaines :

- Les universités, les villes et leurs partenaires s'empressent d'être à la fois mondiaux et locaux. Ces nombreux acteurs cherchent à figurer dans les classements mondiaux exacerbant par là-même les tensions locales. Les propositions de politiques publiques se superposent alors les unes aux autres pour agir à différents niveaux de spatialité au risque de se contredire sur le terrain.
- L'excellence et l'utilité (la pertinence) sont perçues comme deux extrêmes qui s'ignorent alors que les classements académiques, les dépenses de recherche, les applications industrielles et l'engagement de la société civile s'imbriquent dans un système complexe.
- Certains partenaires seraient plus importants que d'autres pour le développement des villes : les secteurs intensifs en connaissances, les grandes multinationales ou les entreprises technologiques sont privilégiés sur les petites et moyennes entreprises, le secteur manufacturier et les communautés de citoyens.
- Des tensions existent entre approches top-down et bottom-up dans un contexte de dévolution et de décentralisation. Les gouvernements exigent simultanément les concentrations de ressources permettant d'atteindre des masses critiques, et l'obligation pour tous de participer aux efforts et aux infrastructures nationales.
- Une vision de l'économie de la connaissance étroitement liée à la science coexiste avec à un ensemble large de préoccupations à visée plus inclusives.
- Une hiérarchie de valeurs entre sciences dures, sciences sociales, arts et humanités conditionne les choix en matière de développement urbain.
- Les visions traditionnellement associées à la production et à l'exploitation des connaissances induisent des stratégies exclusivement Push/Pull plutôt qu'elles ne favorisent le dialogue et une conception partagée des besoins.
- Le débat sur l'économie de la connaissance est souvent minimisé au profit du débat sur l'innovation, plus facilement associé au développement économique, mais généralement réduit à un simple processus linéaire qui conduit de l'idée à l'exploitation commerciale.

Être labellisé "world class" signifie être "excellent" ou "exceptionnel"; cette association est présentée comme un tout allant de soi. A contrario, être local ou régional n'apparaît pas comme un jugement de qualité

« METTRE EN ACTION LA CONNAISSANCE entre spatialité, complexité et approches différenciées : nouvelles configurations d'acteurs »

Les conséquences sur les interactions villes/universités

Ce dont nous avons besoin c'est d'une façon plus holiste de concevoir les liens entre les villes et le développement basé sur la connaissance (KBUD). Cela implique de reconnaître la diversité des universités, des connaissances produites, des secteurs concernés, des préoccupations en jeu et des résultats attendus.

Premièrement ce qui est déjà construit et ce qui est à acquérir comptent. De la même façon, les infrastructures sont importantes, ce qui indique déjà qu'il ne suffit pas seulement d'exporter les ingrédients du succès. Les institutions, telles que les universités, les aéroports et les musées, doivent à la fois être inscrits dans leur territoire et créer les connexions positives entre leurs dimensions locales et globales

et leurs missions, entre la recherche de l'excellence et de la pertinence à l'endroit des implantations locales et des communautés de citoyens. Deuxièmement les résultats sont aussi à prendre en considération.

La production de statistiques concernant la création de spin-outs, de spin offs, d'emplois et de nouveaux services s'améliore en ce sens, même si la dimension technologique et économique des outputs est toujours privilégiée sur les effets socio-culturels, éducatifs et environnementaux. Troisièmement les processus innovants, relatifs à l'emploi notamment, sont aussi à considérer à l'échelle urbaine et régionale. Ils induisent une compréhension émergente de l'innovation prenant en compte le rôle des services publics, les dimensions cachées de l'innovation, l'économie créative et la durabilité.

Knowledge-based urban development	Influences	Réponses	Rôle des villes	Rôle des universités
KBUD conduit par les acquisitions	Théorie de la croissance urbaine et entrepreneuriale	Assembler les ingrédients du succès (le "quoi" l'emporte sur le "comment" et le "pourquoi")	Campagne d'image de marque et marketing	Les universités sont des partenaires comme les autres. Elles sont des acteurs institutionnels au sein des coalitions à l'œuvre pour la croissance urbaine
KBUD conduit par les résultats	Économie et Études sur l'innovation	La connaissance comme produit exploité par des utilisateurs	Un rôle passif et facilitateur consistant à créer l'environnement favorable	Les universités sont des fournisseurs de connaissances. Les relations universités-entreprises sont privilégiées
KBUD conduit par les processus	Étude sociale des sciences et technologies	La connaissance comme un processus ; nouveaux modes de production de la connaissance, nouvelles formes de travail, engagement des usagers et échange de connaissances	Un rôle actif intégrant bénéfiques politiques, économiques et sociaux	Les universités fournissent l'intelligence stratégique pour conduire une action tournée vers la co-production de connaissance, les engagements multiples et des interactions fluides et diverses

« METTRE EN ACTION LA CONNAISSANCE
entre spatialité, complexité et approches différenciées :
nouvelles configurations d'acteurs »

C'est cette perception des différents types de connaissances à investir et de leurs éventuels effets qui doit devenir centrale pour conduire un processus de développement urbain basé sur la connaissance. Pourtant la conception des cités de la connaissance et du développement urbain basé sur la connaissance (KBUD) se définissent souvent d'abord par les deux premiers éléments que sont les acquisitions et les productions, plutôt que par les processus comme l'indique le tableau ci-dessus.

Différentes sortes d'interventions sont nécessaires pour permettre l'articulation de ses trois dimensions. D'abord les cités peuvent investir matériellement en développant des zones industrielles, en réaménageant les campus, en conduisant de grands projets d'infrastructures, ou en créant des parcs scientifiques. Ces interventions agissent symboliquement sur l'image et l'identité des villes.

Mais les outputs qui en sortent peuvent être moins importants qu'un repositionnement de la ville valorisant ses particularités, sa capacité à attirer et à retenir les talents, sa capacité à se positionner au niveau "world-class". Un tel repositionnement nécessite d'améliorer certains indicateurs spécifiques en termes de dépenses de R&D, de redevances de brevets ou d'emplois dans les secteurs riches en connaissance, pour réduire les écarts de façon générale et améliorer les performances dans les classements nationaux et internationaux.

Tout ceci est important ; mais encore faut-il s'assurer que l'ensemble de ces interventions soit conduit au bénéfice des différentes parties prenantes. La vraie transformation à mener, au-delà des investissements matériels et des efforts de positionnement, réside alors sans doute dans la façon dont les grandes villes appréhendent l'université et la diversité des connaissances qu'elle produit.

***La vraie transformation
à mener, au-delà
des investissements
matériels et des efforts de
positionnement, réside alors
sans doute dans la façon
dont les grandes villes
appréhendent l'université
et la diversité des connais-
sances qu'elle produit***

« METTRE EN ACTION LA CONNAISSANCE entre spatialité, complexité et approches différenciées : nouvelles configurations d'acteurs »

Références

Perry, B. and May, T. (2011) *Building Knowledge Cities. Special Edition of BuiltEnvironment.*

May, T. with Perry, B. (2011) *Social Research and Reflexivity : Content, Consequences and Context.* London : Sage.

Perry, B. and May, T. (2010) "Urban knowledge exchange: devilish dichotomies and active intermediation". *International Journal of Knowledge-Based Development.* vol.1: no 1/2. pp. 6-24.

Crespy, C., Heraud, J. and Perry, B. (2007) "Multi-level governance, regions and science in France : between competition and equality". *Regional studies.* vol. 41: No 8, pp.1069-1084.

Perry, B. (2007) "The Multi-Level Governance of Science Policy in England". *Regional studies* vol.41: no.8. pp.1051-1067.

Perry, B. (2006) "Science, Society and the University". *Social Epistemology.* Vol.20: No.3-4. pp.201-219.

May, T. and Perry, B. (2006) "Cities, Knowledge and Universities: Transformations in the Image of the Intangible". *Social Epistemology.* Vol.20: No.3-4. pp. 259-282

Le défi n'est pas seulement de financer l'innovation, mais bien d'être innovant dans la façon de fournir du service public, des valeurs, des structures de gouvernance et des processus d'intermédiation

Prochaines étapes

Le défi pour les villes et les universités revient à transcender les dichotomies habituelles. Un nouveau *modus operandi* "d'excellence pertinente" ou de "pertinence excellente" permettrait effectivement de réconcilier production et application des connaissances. Les partenaires nationaux et subnationaux pourraient travailler ensemble dans des cadres communs de politiques publiques.

Le courant de pensée actuel questionne précisément l'isolement des politiques d'innovation au regard des autres domaines, et insiste en retour sur la nature systémique et transversale de tout processus d'innovation. C'est vers les connaissances plurielles plutôt que vers des définitions étriquées de la science ainsi que vers la sollicitation d'un large panel d'académiques, d'entrepreneurs, d'organisations, de services publics et de groupes issus de la société civile que nous devons nous tourner. Les arènes propices à un développement urbain basés sur la connaissance, dans lesquelles acteurs publics et privés développent conjointement des approches innovantes en termes de gouvernance en agissant dans le cadre de nouvelles coalitions d'intérêts, peuvent fournir les nouveaux mécanismes qui dépasseront les polarisations simplistes.

Ainsi cinq conditions doivent être rassemblées pour promouvoir une conception intégrée des cités de la connaissance

1- Les interventions des grandes villes basées sur le "goutte à goutte" doivent être réexaminées au regard de leurs capacités à procurer des avantages certains aux différentes communautés concernées dans le temps.

2- Cela nécessite qu'elles soient accompagnées pour mieux comprendre comment, quand et sous quelles formes ces avantages peuvent se matérialiser, d'autant que leurs initiatives sont à la fois politiquement orientées et économiquement déterminée en pratique.

3- Une conception large des implications socio-techniques de ces initiatives est indispensable.

4- L'apprentissage par savoir-faire partagés entre villes doit être encouragé au détriment des solutions toutes faites et de l'importation de modèles inefficaces.

5- La connaissance doit être perçue comme interdisciplinaire, multisectorielle, capable à la fois d'entrer en résonance avec le global et le local, et être coproduite pour assurer un échange effectif entre producteurs, utilisateurs et consommateurs.

Cette contribution n'est pas un plan d'action, mais plutôt un cadre d'analyse des visions à l'œuvre. Nous avons besoin de savoir si les actions et les investissements engagés sont appropriés pour relever les problèmes actuels dans le contexte de dette, d'être clairs sur les bénéfices obtenus et sur ce en quoi ils résident, et comment et pour qui ils sont réalisés.

Le danger serait d'aboutir à une orthodoxie économique et étroite qui limiterait le rôle des villes dans l'économie de la connaissance. Il ne faut pas perdre l'opportunité d'apprendre et d'intégrer les connaissances et les expériences déjà existantes. Un grand effort doit être consenti pour mener les comparaisons internationales qui permettront d'identifier les expériences significatives et pour mieux comprendre leurs effets et leurs potentialités de développement. Le défi n'est pas seulement de financer l'innovation, mais bien d'être innovant dans la façon de fournir du service public, des valeurs, des structures de gouvernance et des processus d'intermédiation.

Il est capital de mener une réflexion honnête sur l'expérience de différentes villes telles que le Grand Manchester, Le Grand Lille, Gothenberg, Kisumu, Cape Town ou Shanghai. Des études de cas longitudinales s'appuyant sur les connaissances et les expériences locales, et la compréhension des cadres d'actions doit accompagner notre volonté de comprendre ce qui marche, où et comment ?

Le laboratoire SURF a mené de nombreuses études dans ce domaine, qu'il s'agisse de projets de recherche académiques financés par le programme Science et société du conseil des sciences économiques et sociales (ESRC) ou de travaux de commande sur Manchester: Knowledge Capital par exemple. Le laboratoire participe actuellement au projet MISTRA URBAN FUTURES dont le but est d'associer connaissances et compétences des partenaires locaux dans la perspective de contribuer à un développement urbain durable.

« METTRE EN ACTION LA CONNAISSANCE
entre spatialité, complexité et approches différenciées :
nouvelles configurations d'acteurs »

LOIN DES RECETTES toutes faites...

Isabelle Kustos

*Docteure en sciences de gestion Lille 1,
ingénieure de recherche à l'IAE Lille,
membre du laboratoire LEM
(Lille Économie et Management)*

Le texte de Beth et Tim plaide pour une valorisation de l'université qui dépasse de très loin son seul rôle d'acteur économique, trop souvent mis en avant ces dernières années.

L'université, nous disent les auteurs, ne saurait se réduire à n'être qu'un partenaire de plus dans des réseaux déjà complexes d'acteurs souhaitant œuvrer pour le développement d'une économie de la connaissance ; elle ne saurait se réduire non plus à n'être qu'un simple prestataire de services, "fournisseur de connaissances", répondant aux sollicitations extra-académiques sans autres formes d'engagement que sa capacité à s'adapter à un environnement économique en perpétuelle évolution.

L'université doit au contraire être à l'initiative d'une forme d'intelligence stratégique visant à conduire des processus de co-production de connaissances et à construire les passerelles fécondes et fructueuses entre les acteurs de bonne volonté agissant sur son territoire.

Loin des recettes toutes faites, il s'agit alors de redonner ses lettres de noblesse à l'innovation territoriale, entendue avant tout comme le renouvellement des formes de collaborations entre partenaires, qui respectueux de leurs différences respectives et de leurs diverses identités formulent ensemble les bonnes problématiques et dessinent ensemble projets et solutions d'avenir.

« METTRE EN ACTION LA CONNAISSANCE
entre spatialité, complexité et approches différenciées :
nouvelles configurations d'acteurs »



Alexia Vangheluwe

Étudiante en Management
et Sciences Sociales - IAE Lille
École universitaire de management

Au premier abord, je ne savais pas quoi dire sur ce texte. En effet, vivant à Villeneuve d'Ascq, une ville nouvelle qui abrite un pôle universitaire de qualité, j'avais une image "moderne" de l'université et je ne mettais jamais vraiment demandé quels étaient les rapports existants entre Lille 1, Lille 3 et la municipalité.

Néanmoins, après plusieurs lectures, j'ai repensé à la médiathèque de Villeneuve d'Ascq qui illustre d'une certaine façon cette séparation entre la cité et l'université. En effet, la ville possède sa propre médiathèque, tout comme les universités de Lille 3 et de Lille 1 les leurs. N'aurait-il pas été plus judicieux de regrouper les trois en une seule ? Cette solution aurait permis de créer un échange entre le public universitaire et les riverains. Pourtant les pôles universitaires font déjà preuve d'une grande volonté en organisant des conférences ouvertes à tous les publics, en mettant ses équipements sportifs à la disposition de la ville, ou encore, en créant un cinéma ouvert à tous au cœur de l'université de Lille 3 (Le Kino Ciné), ou à l'espace culture de Lille 1.

D'autre part, je rejoins le point de vue de Beth Perry et Tim May : on a besoin de renforcer les liens entre l'université et la cité. En effet, selon moi, le monde universitaire joue un rôle essentiel dans la vie de la cité car c'est un lieu de création et de diffusion du savoir pouvant avoir des effets directs sur le développement social, économique, culturel local. De plus, cet enjeu devient essentiel en cette période de crise où l'on cherche à tout prix à réduire les coûts de fonctionnement du service public.

Par ailleurs, il ne faut pas oublier que la plupart du temps, les personnes qui vivent à côté de l'université ne s'y sentent pas à l'aise; les habitants de ces quartiers universitaires ne se sentent pas concernés par l'offre culturelle des universités, par exemple. Aussi, une question se pose : comment attirer l'ensemble des riverains, quel que soit leur niveau social ou intellectuel, dans un lieu d'apprentissages et de diffusion des connaissances et des savoirs académiques ?

Finalement, je pense que la solution est d'arrêter de voir les campus universitaires comme un ensemble à part entière ayant leur propre fonctionnement et leurs propres annexes culturelles, sociales, sportives et professionnelles. Il est temps de considérer les universités comme un lieu intégré dans la ville. Même si son action est parfois indirecte et soumise à un espace temporel différent (les campus sont souvent désertés le weekend et durant la période estivale), les universités sont une richesse à long terme pour les communautés tant au niveau social qu'économique ou culturel.

« METTRE EN ACTION LA CONNAISSANCE entre spatialité, complexité et approches différenciées : nouvelles configurations d'acteurs »

LE CHANGEMENT DES RAPPORTS ENTRE CONNAISSANCE ET POLITIQUE : défi pour l'analyse et pour l'action

Bernard Delvaux

Sociologue, chercheur au Girsef (Groupe de recherche interdisciplinaire sur la socialisation, l'éducation et la formation), Université catholique de Louvain, Belgique.

Cet article a été rédigé dans le cadre du projet de recherche intégré n° 028848-2 financé par le 6^e programme-cadre européen : KNOWandPOL (The role of knowledge in the construction and regulation of health and education policy in Europe: convergences and specificities among nations and sectors). Site web: <http://www.knowandpol.eu>.

Des évolutions significatives affectent aujourd'hui la connaissance et la politique, de même que les relations entre connaissance et politique. Elles se manifestent à une échelle transnationale et trans-sectorielle même si elles se déclinent de manière différente selon les pays et les communautés. Le devenir de la connaissance, de la politique et de leurs interactions se dessine, sans être tout à fait écrit. Identifier les évolutions en cours, comprendre leur dynamique et débattre de leurs menaces et potentialités participe à l'orientation de ce devenir (Delvaux et Mangez, 2008).

Connaissance : vers la pluralisation

Tout au long de l'histoire humaine, les représentations du monde n'ont cessé de changer. Aujourd'hui cependant, les changements n'affectent pas seulement les contenus des représentations mais aussi la nature des représentations jugées socialement légitimes. Nous sommes, de ce point de vue, à un tournant, comme l'étaient les sociétés à l'époque des Lumières, quand la connaissance s'est progressivement imposée comme représentation privilégiée du monde.

Aujourd'hui encore, nous restons fortement imprégnés de ce modèle et continuons à distinguer assez nettement la connaissance d'autres représentations du monde, telles que les informations médiatiques, les savoirs d'expérience, les expressions artistiques sous toutes leurs formes, les croyances ou les idéologies. Un relatif consensus continue à exister quant aux critères permettant de séparer les connaissances de ces autres représentations : les connaissances doivent être dépourvues d'engagement, d'idéologie, d'intérêt ou d'émotion ; elles doivent être fondées empiriquement sur des observations collectées selon des méthodes explicitées ; elles ne doivent pas se limiter à une accumulation d'informations brutes mais proposer une articulation d'observations faisant sens.

Convaincre qu'une représentation du monde répond aux critères sus-mentionnés reste un enjeu important dans nos sociétés. C'est aussi un défi, tant il est difficile en effet de convaincre qu'une représentation est dépourvue d'idéologie, n'est pas fondée sur des intérêts, n'est pas purement spéculative, et que sa reconnaissance ne tient pas d'abord à des stratégies de communication, des rapports

de force ou de la violence symbolique. Pour l'essentiel, les critères énoncés ci-dessus s'alignent sur ceux promus dans le monde académique. Fondamentalement, ils renvoient à des produits et à des modes de production spécifiques qui n'ont cessé de tendre vers la segmentation, la fragmentation et la spécialisation, et qui ont renoncé aux points de vue globaux et transversaux : les représentations les plus clairement identifiées en tant que connaissances sont en effet celles qui se limitent à des questions dûment circonscrites.

Dans nos sociétés, la représentation de ce qu'est une connaissance reste donc relativement créée et partagée. Pourtant, ce consensus tout comme la valorisation sociale de ce type de représentation du monde sont actuellement remises en question – au moins en partie. Ainsi, nombre d'acteurs ne croient plus à la neutralité des connaissances : la prégnance du pouvoir, des intérêts et des croyances dans la production et la diffusion de ce qui est estampillé "connaissances" apparaît à la fois évidente et indéracinable, et par ailleurs rarement assumée et explicitée. On convient aussi désormais que la multiplication des connaissances n'a nullement permis d'étendre le champ des certitudes puisqu'au contraire chaque connaissance est aujourd'hui davantage discutée et apparaît ainsi plus fragile.

De surcroît, le champ du non connu paraît toujours aussi vaste malgré l'explosion exponentielle des connaissances et l'on sait désormais que le développement continu des connaissances laissera toujours subsister d'innombrables "trous noirs" et que l'accumulation de connaissances sur une quantité incommensurable de processus auscultés séparément n'apportera jamais qu'une aide limitée quand il s'agit de comprendre les relations entre ces processus et d'agir dans des environnements nécessairement complexes.

Politique : vers l'inter-régulation

Des évolutions affectent en parallèle la politique, terme couramment utilisé pour désigner les actions qui visent à orienter le devenir des collectifs. Ceux-ci se structurent à diverses échelles que la diffusion du modèle de l'État a contribué à institutionnaliser et à hiérarchiser. Dans ce modèle de l'État, les instances de représentation démocratique ont été perçues comme les lieux centraux d'orientation

Mots-clés

*connaissance,
politique,
action publique,
inter-régulation,
hybridation,
soft governance,
scènes d'assemblage,
comparaisons*

« METTRE EN ACTION LA CONNAISSANCE entre spatialité, complexité et approches différenciées : nouvelles configurations d'acteurs »

du devenir des communautés, et dès lors comme des passages obligés pour tout qui voulait orienter le devenir collectif. Dans une telle configuration, la politique était quasi réduite à ce qui se passait dans (ou émanait) des instances de gouvernance démocratiques. Historiquement, la liste des domaines relevant du politique ainsi défini a eu tendance à s'allonger. Avec le déploiement de la bureaucratie étatique, les secteurs des politiques publiques se sont institués. Ils ont eu tendance à s'autonomiser, à développer leur propre logique, à se prémunir des interventions extérieures. Tout ce construit s'est solidement établi et enraciné.

Mais en dépit de cette forte institutionnalisation, la représentation du politique tend à changer. On a pris peu à peu conscience que tout ne se jouait pas dans la phase de prise de décision, que les interdépendances entre communautés et entre secteurs s'accroissaient et rendaient parfois problématiques les cloisonnements territoriaux et sectoriels, que la démocratie représentative avait ses limites... Désormais, l'action publique apparaît moins linéaire. La hiérarchie entre Etat et pouvoirs locaux est partiellement brouillée, tout comme la distinction entre décideurs et "agents d'exécution". De même, les segmentations territoriales ou sectorielles paraissent moins pertinentes, les communautés étant désormais davantage dépendantes les unes des autres.

Les concepts de post-bureaucratie, d'action publique ou de gouvernance ont été créés pour tenter de dire cette évolution ou le changement de regard sur le politique (Boussaguet et al., 2004). À ce terme, je préfère celui d'inter-régulation, qui permet à mes yeux de mieux souligner que le devenir de chaque collectif est désormais le fait d'un réseau complexe d'acteurs, nettement moins hiérarchisé et cloisonné qu'avant. Dans cette configuration (Elias, 1981), chaque acteur voit augmenter sa capacité à contribuer à l'orientation du collectif, tant parce que, soumis à des régulations multiples, il lui revient désormais de faire des choix entre des régulations souvent contradictoires que parce qu'il a davantage accès à des outils de régulation lui permettant de peser sur autrui. L'action que l'on continue souvent à qualifier de "politique" inclut désormais des agir politiques dont l'autorité publique n'est pas nécessairement l'initiatrice ou la cible. Dans une telle configuration, il convient de penser le devenir collectif comme dépendant de

la combinaison d'actions conjointes de collectifs et d'individus interdépendants et interrégulés, chacun potentiellement interpellé à propos des impacts de son agir individuel sur le collectif, et susceptible d'interpeller de même les autres acteurs. Les instruments de régulation ont évolué en parallèle. Les normes formelles restent l'apanage des autorités (politiques ou organisationnelles). Elles continuent à occuper une place non négligeable dans l'orientation et la coordination des agir. Mais les autorités recourent désormais davantage à des incitants et à des connaissances. Cette diversification des instruments de régulation mobilisés par les autorités publiques va de pair avec l'accès croissant des d'acteurs non publics à des outils de régulation efficaces, et particulièrement à des instruments de régulation basés sur la connaissance.

Liens entre connaissance et politique : vers l'hybridation

Les deux évolutions décrites ci-dessus sont largement concomitantes et liées. Il est dès lors logique que les relations entre connaissance et politique évoluent également. Une nouvelle configuration de ces rapports est en train d'émerger, sans effacer toutes les composantes de l'ancienne.

L'ancienne configuration supposait la différenciation des sphères du politique et de la connaissance. Elle était fondée sur la croyance en une science indépendante et une action politique rationnelle. Elle impliquait aussi une centralisation relative de la décision politique. Le modèle du politique était celui d'un décideur entouré d'experts capables de l'éclairer en mobilisant des connaissances. Ces dernières étaient alors perçues comme des objets produits dans une sphère indépendante, transférables dans la sphère politique sans altérations majeures. Les connaissances ainsi importées servaient de base aux décisions prises par un nombre restreint d'acteurs qui les faisaient ensuite exécuter en utilisant essentiellement les normes et accessoirement les incitants. L'action politique consistait alors surtout à agir sur les facteurs identifiés par la connaissance comme ayant un impact causal sur les phénomènes ciblés.

Cette configuration qui a marqué le XX^e siècle est certes encore vivace, mais elle tend désormais à s'estomper. Les contours encore flous de la nouvelle configuration, en partie singulière selon

L'action que l'on continue souvent à qualifier de "politique" inclut désormais des agir politiques dont l'autorité publique n'est pas nécessairement l'initiatrice ou la cible

« METTRE EN ACTION LA CONNAISSANCE entre spatialité, complexité et approches différenciées : nouvelles configurations d'acteurs »

**Chaque régulateur
doit désormais persuader,
tenir compte du fait que les
agir des acteurs
sont multi-régulés**

les communautés, sont l'enjeu de luttes et d'initiatives multiples d'acteurs multi-formes. Dans la nouvelle configuration qui s'esquisse, chaque régulateur doit désormais persuader, tenir compte du fait que les agir des acteurs sont multi-régulés et qu'intervenir par les normes légales ou les incitants sur l'un ou l'autre paramètre de cet agir ne peut suffire à produire l'effet attendu. La régulation par les connaissances se substitue en partie à la régulation par les normes ou vient la compléter. Les autorités l'utilisent en partie pour compenser la perte d'efficacité des autres modes de régulation, même si les effets de ces nouvelles modalités de régulation sont eux-mêmes souvent incertains. La "soft" régulation prend de l'ampleur et n'est pas l'apanage des seules autorités, Avec de telles formes de régulation, il revient de plus en plus aux individus et collectifs d'assumer, dans leur environnement nécessairement complexe et singulier, la responsabilité de développer un agir à partir de leurs connaissances, représentations et valeurs, qui sont précisément la cible des instruments de régulation par les connaissances.

Ce déplacement partiel de la régulation vers les instruments de connaissance, couplé à la multiplicité des acteurs utilisateurs et cibles de telles régulations, est en partie le fruit et le vecteur d'une intensification du trafic de connaissances. Celle-ci génère un sentiment de saturation et conduit les acteurs à attacher de plus en plus d'importance aux stratégies de diffusion de leurs représentations et connaissances. Réussir à se positionner dans ces flux suppose des ressources et un capital de légitimité, mais aussi le respect de certains formats propices à la diffusion, à l'intégration et à la réappropriation de contenus cognitifs. Il faut passer par des médias, simplifier les messages, masquer les apories du raisonnement, les biais des preuves empiriques, éviter tant que faire se peut les mises à l'épreuve,...

Dans un tel contexte saturé de connaissances, les comparaisons sont l'une des représentations les plus audibles. Dans tous les secteurs des politiques publiques, les systèmes d'indicateurs se multiplient. Ils comparent une communauté à ce qu'elle était, à ce qu'elle devrait être (benchmarks) ou à ce que sont d'autres communautés. D'innombrables classements ordonnent régions, pays, entités locales ou organisations. Le monde est mis en chiffres, en graphiques et en cartes à partir d'indicateurs com-

mesurables. Ces comparaisons et classements constituent un puissant outil de régulation. Ils permettent aux autorités de justifier la mise à l'agenda de problèmes et de responsabiliser les entités qu'elles mettent en comparaison. Mais ils permettent aussi aux citoyens et usagers de mettre leurs représentants et les élites traditionnelles sous une certaine forme de surveillance. Ils participent ainsi au développement de l'inter-régulation.

L'ailleurs s'impose également via de multiples récits et études de cas. Alors que les comparaisons s'inscrivent dans la lignée des connaissances "traditionnelles" par leur souci de généralisation et leur unidimensionnalité, les narrations s'en écartent par leur singularité et leur multidimensionnalité. Comme les comparaisons cependant, elles permettent à chaque communauté et à ses membres de se situer par rapport à d'autres communautés. Elles disent aussi la norme et participent à un subtil et presque invisible processus de conduite des conduites d'autrui, particulièrement lorsqu'elles présentent des "bonnes pratiques".

Ces deux formes de représentation du monde (comparaisons et récits d'ailleurs) étaient déjà présentes dans l'ancienne configuration des rapports entre connaissance et politique, mais nos sociétés voient s'accroître leur emprise. Elles contribuent pleinement à cadrer les manières de problématiser le monde, autrement dit de penser les problèmes et de fixer les finalités. Par contre, elles participent peu au bricolage des politiques elles-mêmes. Autrement dit, elles définissent l'horizon à atteindre et à désirer, mais pas la voie à emprunter. Le bricolage des politiques mobilise en effet plutôt deux autres formes de représentation : les connaissances "causales", d'une part, et les savoirs d'expérience, d'autre part. Les premières cherchent à mettre au jour des "lois générales" à propos de segments du monde, tandis que les seconds cherchent à rendre compte du monde par des narrations singulières, certes non dépourvues d'associations causales mais dans une forme moins normalisée et généralisable. Dans l'ancienne configuration des rapports entre connaissance et politique, les connaissances causales unidimensionnelles dominaient le processus de fabrication des politiques. On semble aujourd'hui s'acheminer vers une configuration où les divers savoirs disciplinaires unidimensionnels sont croisés dans des démarches inter ou multidisci-

« METTRE EN ACTION LA CONNAISSANCE entre spatialité, complexité et approches différenciées : nouvelles configurations d'acteurs »

plinaires et où les connaissances causales des diverses disciplines académiques sont croisées avec de nombreux savoirs d'expérience (Delvaux et Schoenaers, 2012). Recherches interdisciplinaires, recherches actions, consultations sont quelques-unes des nouvelles formes des connaissances mobilisées dans le processus de bricolage des politiques.

La nouvelle configuration se caractérise ainsi par une nette augmentation de la production et de la circulation des comparaisons et des récits d'ailleurs, et par un rééquilibrage des connaissances causales et des savoirs d'expérience, ces derniers gagnant en légitimité. Cette pluralisation et intensification des savoirs investis dans l'agir politique est couplée à la pluralisation et à la multiplication des acteurs participant au politique. Tout cela implique à son tour des processus d'hybridation et l'existence de "scènes d'assemblage" où peuvent se croiser et se confronter une pluralité d'acteurs et de types de représentation. Ces scènes ne servent pas seulement à faire émerger des décisions collectives. Elles sont d'importants lieux d'apprentissage cognitif : elles permettent en effet à de nouveaux éléments cognitifs, quand ils ne sont pas trop menaçants pour les structures cognitives d'accueil, de venir s'insérer dans ces structures, et ainsi réappropriés, d'alimenter les agir et poursuivre leur dissémination.

On observe également une plus grande intrication de la connaissance et du politique. Au plan politique, les phases d'élaboration et de mise en œuvre tendent de plus en plus souvent à fusionner, notamment par le biais des dispositifs de participation qui, tout en contribuant à l'élaboration des politiques, engagent déjà l'étape de leur mise en œuvre en forgeant les représentations des acteurs chargés de cette mise en œuvre (Sturdy et al., 2012). À l'intersection de la connaissance et de la politique, le changement de représentation et le développement d'actions visant à orienter le collectif sont parfois si étroitement articulés qu'ils deviennent les deux faces d'une même monnaie.

« METTRE EN ACTION LA CONNAISSANCE entre spatialité, complexité et approches différenciées : nouvelles configurations d'acteurs »

Références

- L. Boussaguet., S. Jacquot, R. Ravinet, (dir) (2004). *Dictionnaire des politiques publiques*. Paris : Sciences Po les presses
- B. Delvaux, E. Mangez (2008). *Towards a sociology of the knowledge-policy relation. Rapport de recherche*, http://knowandpol.eu/img/pdf/literature_sythesis_final_version_francais.pdf
- B. Delvaux, F. Schoenaers (2012). *Knowledge, local actors and public action, policy and society*. vol. 31, n° 2, p. 105-117, <http://dx.doi.org/10.1016/j.polsoc.2012.04.001>
- N. Elias (1981). *Qu'est-ce que la sociologie?* Paris: Pandora.
- S. Sturdy, J. Smith-Merry, R. Freeman (2012). *Stakeholder consultation and social mobilization : framing scottish mental health policy, social policy and administration*. vol. 46 n° 7, p. 823-844.

Défis et options

La pluralisation des connaissances perçues comme légitimes, le développement d'instruments de régulation basés sur les connaissances (à la fois moins contraignants pour ceux qui sont cibles de la régulation et plus accessibles pour les "candidats régulateurs"), le développement de "scènes d'assemblage", le caractère moins linéaire et hiérarchique de l'action publique sont autant d'aspects qui peuvent être perçus comme favorables à une démocratisation du politique.

Mais ce constat positif n'est pas sans contreparties. On enregistre en effet en parallèle des évolutions préoccupantes : pression croissante sur les individus, davantage responsabilisés et mis en concurrence par la multiplication des connaissances sur eux (à des fins d'évaluation, notamment) ; insécurisation relative des acteurs face à la masse de connaissances souvent contradictoires charriée par les médias de tous types ; complexification du processus de prise de décision du fait de la multiplication des connaissances et acteurs convoqués, et de la difficulté consécutive de faire adhérer un collectif à un récit de politique publique qui fasse consensus.

Les vertus apparemment démocratiques de la nouvelle configuration doivent elles-mêmes être nuancées. Il subsiste d'importantes inégalités entre acteurs en termes de ressources utiles pour se saisir efficacement des instruments de régulation par la connaissance dans un contexte d'intense concurrence entre connaissances. Il y a concentration du contrôle sur les principaux médias contribuant à la circulation des connaissances, de même que sur l'organisation des "scènes d'assemblage". On notera aussi que tous les acteurs ne sont pas outillés pour décoder de manière critique les messages véhiculés par les instruments de régulation basés sur la connaissance. Enfin, il faut tenir compte du fait que les acteurs les plus faibles ne sortent pas nécessairement gagnants de la plus grande dilution des "lieux qui comptent" pour l'élaboration du politique, du rôle moins central des instances démocratiques de gouvernance, de même que de la complexification, l'invisibilisation et l'illisibilité relative des processus orientant effectivement le devenir des collectifs.

Le défi majeur semble donc être de combiner, d'une part, l'inexorable tendance à la pluralisation et à la multiplication des acteurs et des connaissances contribuant au politique et, d'autre part, le maintien de modes de régulation politiques efficaces basés sur le principe de la concertation démocratique. L'enjeu est de taille : il s'agit d'éviter que la politique ne soit la résultante d'une régulation basée quasi exclusivement sur des processus d'ajustement assez peu lisibles impliquant des acteurs interdépendants et inter-régulés, dotés de ressources fortement inégales. Le chantier est complexe et multidimensionnel. Il touche notamment aux technologies de l'information. Celles-ci sont une opportunité pour soutenir la tendance à la pluralisation et à la multiplication des acteurs et représentations à condition que s'effectue en parallèle un travail d'équipement des acteurs pauvres en ressources discursives ou en légitimité et que s'organisent des scènes (des sites) de confrontation qui visent à rendre lisibles, accessibles et publics les débats entre les multiples représentations du monde. Le projet de site internet collaboratif WikiDeb (www.wikideb.info), créé dans la foulée du projet de recherche européen KNOWandPOL, s'inscrit dans cette dernière perspective puisqu'il vise à cartographier, de manière participative et indépendante, les arguments mobilisés dans les débats de politique et de connaissance, et à faciliter la mise en lien de ces débats.

« METTRE EN ACTION LA CONNAISSANCE entre spatialité, complexité et approches différenciées : nouvelles configurations d'acteurs »

LA LÉGITIMITÉ DES INDICATEURS et leur "valeur d'usage"

Grégory Marlier

*Chargé de mission au Conseil régional,
Direction du Développement Durable, de
la Prospective et de l'Évaluation, service
Observation et prospective*

Depuis les années 80, la décentralisation et la territorialisation des politiques publiques impliquent une plus grande autonomie des décisions des acteurs publics locaux, entraînant ainsi de nouveaux besoins d'informations à l'échelle de ces territoires, en particulier des informations quantitatives.

Les outils quantitatifs ne sont pas seulement des éléments chiffrés ayant un rôle de preuve utilisés par les experts pour étayer des arguments, mais aussi des outils de sensibilisation, de communication et de pilotage des politiques publiques.

Parallèlement à ce besoin d'outils quantitatifs pour les territoires, une sorte de "démésure" des indicateurs s'est installée dans nos sociétés (Florence Jany-Catrice) : la société civile identifie dans son quotidien que les indications les plus souvent chiffrées sont de mauvais thermomètres (Patrick Viveret) du bien-être, de la santé sociale ou du développement des territoires. La critique du Produit Intérieur Brut et de la philosophie du "toujours plus de croissance" en est une illustration.

Ce paradoxe renvoie en particulier à la question de la légitimation des indicateurs. Comment faire en sorte que les décideurs publics s'approprient l'information chiffrée afin que celle-ci soit utilisée dans le pilotage des politiques publiques ?

Les travaux d'Alain Desrosières ont mis en avant que ces informations chiffrées et plus généralement les méthodes de quantification ne peuvent pas être considérées comme neutres sur un plan politique. Ils doivent être analysés comme étant le résultat d'interactions entre différents types d'acteurs ou d'institutions.

Les usages des chiffres peuvent être perçus comme des révélateurs des formes, des orientations et des objectifs de l'action publique.

Des indicateurs n'ont ainsi aucune chance de gagner en légitimité si n'est pas interrogée en quelque sorte leur "valeur

d'usage", notamment en termes de pilotage des politiques publiques. Leur capacité à être utilisé dépend de leurs formes d'appropriation par les acteurs publics et les producteurs qui sont, ou non, pensées au cours de leur élaboration, et nécessite à définir les processus visant à leur légitimation.

La question des indicateurs de développement est donc tout sauf un débat exclusif entre experts. La légitimité de ces nouveaux indicateurs de développement exige que les citoyens soient associés à différents stades des démarches de construction et d'utilisation de ces indicateurs.

Si le temps de la commande politique est indispensable afin de construire par des experts ou techniciens des indicateurs visant à donner une vision durable du développement, il est important, à un moment, d'intégrer le citoyen dans la réflexion, dans l'interprétation des résultats et de leurs utilisations.

En Nord-Pas de Calais, par exemple, la légitimation de nouveaux indicateurs de développement a été d'associer les citoyens aux travaux de construction et d'interprétation des indicateurs.

Elle s'est d'abord traduite par une démarche participative associant les producteurs de données et la société civile, puis par une conférence citoyenne visant à "évaluer" en quelque sorte ces indicateurs alternatifs puis enfin par la mise en place d'un "forum hybride permanent" associant experts et citoyens.

Pour en savoir plus :

www.prospective.nordpasdecals.fr
<https://www.facebook.com/forumindicateursnpdc>

« METTRE EN ACTION LA CONNAISSANCE
entre spatialité, complexité et approches différenciées :
nouvelles configurations d'acteurs »



Alexia Vangheluwe

*Étudiante en Management
et Sciences Sociales - IAE Lille
École universitaire de management*

J'ai lu ce texte en ayant un regard plutôt averti car je suis une passionnée de politique et de connaissances et je dois avouer qu'à notre époque, nous ne sommes jamais sûrs de la véracité d'une information. Prenons simplement l'exemple des politiques d'austérité, on a souvent dit que la dette était l'ennemi de la croissance mais, en réalité, tout dépend de la nature de la dette (est-elle socialement responsable ou non ?). Sur le même principe, on nous vente les mérites de l'aspartame ("*faux sucre*"), qui serait bon pour la ligne, puis quelques années plus tard, ce même produit fait l'objet d'une controverse (risques d'accouchement prématuré, taux plus élevé de cancers pour les personnes en consommant de manière très régulière). Que penser de ces changements de position à répétition, je ne sais pas, mais une chose est sûre, nous vivons actuellement dans un monde où tout est sans cesse remis en question (le taux de croissance, la politique budgétaire, les idéaux, les voies d'avenirs, etc.).

En tant que membre de la population Y, je n'ai jamais eu autant peur de l'avenir : comment savoir si l'on fait les bons choix en termes d'orientation professionnelle, en termes de mode de vie (manger bio ou pas, vivre à la ville ou à la campagne, etc.) ?

Au sein même de notre parcours scolaire et universitaire, certains enseignements sont remis en cause. Pour illustrer ces propos, il suffit de regarder le nombre de réformes de l'Éducation Nationale au cours de ces dernières années. Les programmes changent pour améliorer la performance des élèves et de leurs professeurs mais est ce vraiment le cas ? Je n'en suis pas sûre. Ainsi, comme le dit Bernard Delvaux, nos sociétés modernes sont capables de problématiser le monde, autrement dit de penser les problèmes et de fixer les finalités, mais elles participent peu au bricolage des politiques elles-mêmes : "Elles disent l'horizon à atteindre et à désirer, mais pas la voie à emprunter".

Pour illustrer ces propos, intéressons nous à la problématique du chômage en France : nous venons de battre le record de 1997 avec 3,224 millions de demandeurs d'emploi en mars 2013. Une chose est sûre, il ne se passe pas une seule semaine sans qu'on en entende parler aux informations que ce soit pour nous expliquer la situation, pour trouver des "coupables" (la délocalisation, la concurrence des pays de l'Est, la crise, l'incompétence de pôle emploi, etc.) mais est-ce que l'on nous parle des filières où il y a du travail ? De celles où l'on peut s'engager sans craindre de se retrouver sans emploi ? Non et c'est bien là le problème. Pourquoi ne pas ouvrir aux jeunes uniquement les voies d'avenir pour éviter de se retrouver avec des employeurs qui peinent à recruter des personnes qualifiées et inversement des jeunes diplômés qui ne trouvent pas d'emploi dans leur domaine de compétences ?

Finalement, notre société est basée sur une interaction entre les membres de la communauté (les sociétés privées et publiques, les citoyens, les organisations non gouvernementales, etc.) et les pouvoirs publics (les gouvernements, la communauté européenne, les collectivités territoriales, etc.). De ce fait, la barrière entre la connaissance et la politique devient de plus en plus floue étant donné que les hommes politiques ne sont plus les seuls à détenir la connaissance qui est par ailleurs sans cesse remise en question. Le défi de demain sera donc de réussir à harmoniser et optimiser ses relations afin de définir plus concrètement la voie à emprunter pour atteindre les objectifs fixés par les politiques publiques.

Liste des membres de la Fabrique

COORDINATRICES DU RAPPORT

- KUSTOSZ Isabelle - docteure en sciences de gestion Lille 1, ingénieure de recherche à l'IAE Lille, membre du laboratoire LEM (Lille Économie et Management),
- DELBART Sylvie - Conseil régional, Direction Développement Durable, Prospective et Évaluation (D2DPE), chargée de mission, service observation et prospective.

MEMBRES

- BARRET Laurent - directeur de l'hôpital de Wattrelos,
- BARROIS Yves - Conseil régional, Direction de la Formation Permanente, chargé de mission
 - BLOUME Cédric - conseiller à Pôle Emploi,
 - CAVACO Bruno - président du Pôle numérique culturel régional,
 - CLAPCICH Jacques - agglomération d'Hénin/Carvin,
- DANVERS Francis - directeur du master 2 "Éducation, santé sociale, prévention" université Lille 3, vice-président de l'université populaire de Lille,
- DARD Michèle - directrice adjointe de l'école nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille,
- DEGRUGILLIER Lætitia - responsable Institut Mentorat Entrepreneurial (IME), CCI région Nord de France,
 - DELEPIERRE Jean-François - coordinateur du Projet Éducatif Global Apprendre Savoir Ensemble (PÉGASE), Tourcoing,
 - DERYCKE Alain - professeur émérite, université Lille 1, sciences et technologies,
 - DESPEYROUX Yves - Conseil régional (D2DPE) Direction adjointe du Développement Durable, chargé de mission,
 - FRACKOWIAK Pierre - animateur de la Fabrique de 2008 à 2011, inspecteur honoraire de l'Éducation nationale, auteur,
- GIARD Fabienne - docteure en sociologie du travail, ingénieure de recherche, université Lille 3,
- HEUTTE Jean - École Supérieure du Professorat et de l'Éducation (ESPE) Lille, Nord de France, Équipe Trigone CIREL de l'université Lille 1,
 - LECLERCQ Christophe - architecte,
- MARLIER Grégory - Conseil régional, Direction Développement Durable, Prospective et Évaluation (D2DPE), chargé de mission, service observation et prospective,
- MARSAL Franck - directeur du Forum départemental des sciences, Villeneuve d'Ascq,
 - MATEJKO Laurent - conservateur, chef de projet Learning center innovation,
 - MEILLIEZ Francis - conseil de développement LMCU, Président de la Société géologique du Nord,
 - OBRÉ Yves - Centre Régional de Ressources Pédagogiques (C2RP),
 - RAMAGE Alain - Chambre Régionale Économie Solidaire (CRES),
- ROCHE Julien - conservateur général des bibliothèques, directeur du Service Commun de Documentation et porteur du projet de Learning Center Innovation de l'université Lille 1,
 - VAILLANT Vincent - agence de développement et d'urbanisme de la Sambre,
- VANDENBEUCK Carole - Conseil régional, conseillère technique à la mission d'appui aux Programmes Régionaux de Formation.



Région Nord-Pas de Calais
Pôle "Appui au pilotage des politiques publiques"
Direction du Développement Durable, de la Prospective et de l'Évaluation
Collège régional de prospective
www.prospective.nordpasdecalais.fr
151 av. du Président Hoover - 59555 Lille Cedex - Tél : 03 28 82 70 15

**VISIONS
2040**
La démarche prospective régionale